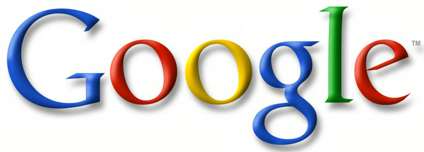




LES

FINANCES RUSSES

ET

L'ÉPARGNE FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR

La France et la Russie. Paris, 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Russie Barbare. Paris, 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Guerre ou la Paix. Paris, 1891. Chez l'auteur. 1 brochure.

La Russie contemporaine, études politiques. Paris, 1891. Calmann Lévy . . . . 1 volume.

Nihilisme et Anarchie, études sociales. Paris, 1892. Calmann Lévy. . . . . 1 volume.

Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski (en russe). Paris, 1892. Chamerot et Renouard. Chez l'Auteur . . . . . . 1 brochure.

M. Witte et les Finances russes, d'après des documents officiels et inédits. (5e *édition*). Paris, 1895. Chamerot et Renouard. . . 1 volume.

SOUS PRESSE

L'Histoire de l'Entente franco-russe, de 1886 à 1894.

LES FINANCES RUSSES ET L'ÉPARGNE FRANÇAISE

RÉPONSE A M. WITTE

PAR

E. DE CYON

Ilya F. Tzion.

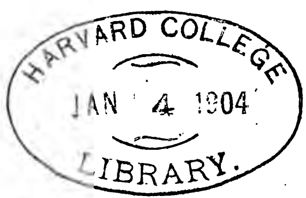
QUATRIÈME ÉDITION

LAUSANNE

B. BENDA, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, RUE CENTRALE, 3

1895


HARVARD COLLEGE
JAN 4 1904
LIBRARY.

PRÉFACE

Dès l'apparition du livre où je portais de graves accusations contre lui, M. Witte, par une note insérée dans le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg* du 8 mars, a essayé de réduire la discussion des faits incriminés à un simple débat sur l'orthographe de mon nom. Pendant plus d'un mois, la presse à sa dévotion a exécuté des variations légèrement monocordes sur ce problème de philologie dont la portée pour les finances russes a jusqu'à présent échappé aux esprits superficiels. Quand parut enfin le *Bulletin russe* spécialement destiné à me réfuter, on ne fut pas peu surpris de constater que la question de mon nom était encore l'argument le plus sérieux du ministre en fureur. Ce thème ingrat étant déjà plus qu'épuisé, force était à ses folliculaires de garder le silence! Depuis trois semaines que le *Bulletin* a été distribué aux fidèles, à une seule exception près, aucun journaliste, même parmi les moins dégoûtés, n'a osé fouiller dans cet amas d'ordures inju-

rieuses pour y repêcher quelque chose qui ressemblât, fût-ce de loin, à une justification de M. Witte. Ce dernier s'étant ainsi condamné lui-même, il ne me restait qu'à prendre acte de ses aveux implicites. C'est, comme le lecteur le verra, ce que je fais dans cette brochure. N'était ma promesse publique de répliquer à la réponse du ministre, j'aurais même pu garder le silence.

L'amour de la vérité m'oblige pourtant à reconnaître qu'en dehors de sa malheureuse réponse dans le *Bulletin russe*, n° 3, M. Witte, le détracteur avéré de la France, y a trouvé plusieurs défenseurs, d'ailleurs peu convaincus, dans des rangs opposés. D'un côté, le député socialiste Rouanet, dont tout le monde apprécie la haute intelligence politique et la rare compétence économique; de l'autre, l'ex-député Yves Guyot, le pourfendeur du socialisme, le publiciste si admiré pour sa farouche indépendance, ont simultanément pris la défense de M. Witte, le premier ministre qui ait expérimenté en Europe les doctrines du socialisme d'État. On a vu — spectacle inattendu! — les économistes attitrés de la rue Laffitte et les impeccables docteurs en antisémitisme se rencontrer dans des attaques communes contre le critique de la gestion de M. Witte. L'organe par excellence des saines doctrines économiques soutient le promoteur du régime des assignats; mais, trop soucieux de la propreté de ses colonnes pour y hospitaliser la prose de M. Witte, il s'est contenté

d'observer dans sa Revue financière que la polémique n'a pas tourné à mon avantage.....

Bref, tous ceux qui sont profondément pénétrés de ce que Bossuet a appelé « la haine des hommes contre la vérité » se sont donné la main pour la défense de M. Witte. Eh bien! malgré ces hauts et désintéressés soutiens, je garde l'intime conviction que le triomphe final restera à la vérité — toute nue — telle que je l'ai exposée dans mon livre...

Je n'en veux pour preuve que ce seul fait : il y a un mois à peine, les relations entre la Russie et l'Allemagne étaient des plus cordiales. M. Witte, dans son rapport au tsar, parlant du relèvement économique de la Russie, passait sous silence la part prépondérante que la France y avait prise et s'étendait longuement sur les avantages que la Russie aurait tirés de ses traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche. Le *Nouveau Temps*, le principal soutien de M. Witte dans la presse russe, pouvait écrire à la date du 15/27 mars à propos des fêtes de Kiel :

Par la fatale force des circonstances, *les deux puissances voisines, séparées par les souvenirs des années* 1870-71, *seront amenées à ce degré d'adoration mutuelle* qui représente l'ordre normal des relations entre États voisins vivant en paix.

A l'occasion des mêmes fêtes, la *Gazette de Moscou*, autre organe sympathique au ministre des finances, déclarait le 12 mars

Que la France avait tort de rêver toujours vengeance et

revanche, *les anciens comptes entre l'Allemagne et la France du temps de Napoléon ayant été définitivement réglés pendant les années* 1870-71.

Quelques semaines à peine se sont écoulées depuis, et les rapports entre les deux empires sont tombés presque à zéro. Le général Werder, un des principaux auteurs du traité russo-allemand, a été rappelé. M. Witte, devenu soudain plein de prévenances pour les Français, les accable de promesses, — que d'ailleurs il s'empressera d'oublier une fois l'orage passé, — et invite un peu tardivement les industriels russes à prendre part à l'Exposition de Bordeaux. Le *Nouveau Temps* et ses confrères débordent de tendresse pour la France.

Le coup de bélier porté par notre livre au traité de commerce russo-allemand, l'énergique rappel à la pudeur que nous avons adressé à M. Witte pour sa scandaleuse attitude vis-à-vis de la France, n'ont pas été étrangers à ce subit revirement. « Dieu veille sur l'entente franco-russe », avons-nous écrit le 27 février en nous décidant à publier notre livre. Nous avons vu juste.

E. C.

Villa Mont-Riant
Territet (canton de Vaud)
Ce 8 avril 1895.

LES
FINANCES RUSSES
ET
L'ÉPARGNE FRANÇAISE

Décidément M. Witte n'est pas heureux dans le choix de ses moyens de défense. S'être mis dans la nécessité de répondre à mes accusations quand personne mieux que lui ne savait qu'elles étaient irréfutables, — c'était déjà peu habile. Mais, en confiant à G. B. V. le soin de son apologie, il a été plus mal inspiré encore.

Pour faire apprécier toute la saveur de ce choix, je reproduis ici une note marginale qui se trouvait dans l'Avant-Propos de mon livre (p. XIX) et se rapportait à la phrase : « Ceux-là n'ignorent ni la situation économique déplorable du pays ni les embarras du Trésor, » etc. ; je la copie textuellement sur l'épreuve de l'imprimerie Chamerot et Renouard du 9 janvier :

Dans l'automne de 1891 M. Wyschnagradski envoya à Paris deux délégués pour traiter le rachat d'une partie du malheureux emprunt 3 p. 100, MM. Pleske et B. de V., un Français au service du ministère russe. Le gouverneur du Crédit foncier, M. Christophle, donna en leur honneur un banquet auquel assistaient les représentants les plus autorisés des grandes institutions de crédit de Paris. Durant

le repas, le krach partiel des valeurs russes fit naturellement le fond de la conversation. Avec cette légèreté de langage qui est de tradition chez les fonctionnaires russes et qui, soit dit entre parenthèses, facilite tant le service des renseignements sur la Russie aux gouvernements étrangers désireux d'être sérieusement informés, M. B. de V., dans un speech très éloquent, traça de la gestion des finances russes un petit tableau qui jeta, non sans raison, un froid parmi les convives. En Russie, dit-il pour conclure, tout le monde est surpris de la légèreté, de la naïveté aveugle des Français qui prêtent encore de l'argent à un gouvernement ruiné, tandis qu'eux, les Russes, savent depuis des années à quoi s'en tenir et lui ferment soigneusement leur bourse au nez.

Cette note, je l'avais supprimée au moment du tirage de mon livre, dans la crainte de nuire à M. B. de V., — qui n'est autre que ce G. B. V., à qui M. Witte a confié sa défense ! On comprend avec quelle sincérité de conviction, avec quelle force de persuasion l'orateur du banquet précité a pu entreprendre la réfutation de mes accusations dont il connaît mieux que personne la justesse et dont, — n'étaient les tristes nécessités de sa position, — il aurait pu allonger considérablement la liste.

C'est ce qui explique le caractère piteux et pâteux de son plaidoyer. Les arguments y font défaut et même — chose plus étonnante de la part d'un Français — l'esprit en est absent. Tout l'atticisme de M. B. de V. consiste à orthographier mon nom Tsion au lieu de Cyon. Le Ц, la lettre initiale russe de mon nom, placé devant les voyelles *i*, *e*, *y*, se traduit presque toujours par la lettre C, et *vice-versa*, comme par exemple dans César, Cicéron, Censeur, Cyanose, Cycle, etc. Est-ce pour achever de me confondre et établir plus péremptoirement encore la probité de la gestion de son patron, que G. B. V. préfère écrire mon

nom par Tsion? Me voit-on en manière d'argument écrire Vithé au lieu de Witte ou Barbet de *Veau* au lieu de Vaux ? Cette dernière orthographe pourtant serait peut-être justifiée par le français, généralement attribué aux vaches espagnoles, dans lequel le défenseur du ministre des finances a rédigé son factum.

L'orthographe de mon nom paraît à M. Witte un argument d'un si grand poids pour le jugement à porter sur son administration, que dans un supplément spécial au *Bulletin* il y revient encore longuement. Un de ses abonnés ayant charitablement essayé de lui faire comprendre que son insistance n'avait pas le sens commun, il s'en prend cette fois à la particule *de*, « parce que la langue russe ne connaît pas de particules » et que mon nom s'écrit en russe *Cyon*. Mais *M. de Giers*, *M. de Mohrenheim* et mille autres noms s'écrivent également sans particule en russe (les terminaisons *ski* et *of* remplacent souvent en russe la particule).

Un mot d'explication pour en finir avec cette mauvaise plaisanterie, devenue, pour la presse à sa solde, le principal moyen de défense de M. Witte. Cette particule, à laquelle j'attache juste l'importance qu'elle a, je fus obligé de l'adjoindre à mon nom en 1878[1], quand je dus produire mes papiers devant la Faculté de médecine de Paris qui m'accorda, à raison de mes travaux scientifiques, le diplôme de docteur en médecine — sans examen, — et devant la chancellerie où j'étais en instance pour obtenir en France le droit au domicile. Cette adjonction était même assez gênante

1. Le rang de conseiller d'État actuel qui confère en Russie la noblesse héréditaire, me fut gracieusement octroyé par Alexandre II pour services distingués en février 1877, au moment où, contrairement au désir de Sa Majesté, j'avais donné ma démission. Dois-je rappeler à M. Witte le triste métier que vers cette époque il exerçait encore à Kief ?

pour moi, car mes ouvrages scientifiques et mes mémoires répandus depuis 1865 dans les principales Académies des sciences de l'Europe avaient été signés simplement : E. Cyon, comme l'était le diplôme de docteur obtenu à l'Université de Berlin en 1864.

En dehors de cet unique argument de G. B. V., des injures grossières et des insinuations calomnieuses occupent plus de la moitié de la réponse de M. Witte. Les premières sont l'argument favori du ministre : chaque fois qu'un économiste étranger ose mettre en doute les mirifiques tableaux qu'il trace de sa gestion financière, son organe officiel déverse sur l'importun des seaux d'ordures. Voici, par exemple, la manière dont le *Bulletin russe* (décembre 1894, p. 668) traite M. Paul Leroy-Beaulieu :

> Un Auguste en culotte, avec un pied de vermillon sur le bout du nez, n'y saurait être à sa place (dans l'*Économiste français* comparé à un cirque); on n'y doit pas livrer aux bêtes les hommes qui sont l'honneur de leur pays et de leur époque.

Cet échantillon de la prose ministérielle montre que dans ses polémiques M. Witte ne craint pas de descendre à des invectives à peine dignes d'un palefrenier ivre. Dans le *Bulletin russe* de mars 1895, il a complètement épuisé son répertoire d'injures. Par bonheur je possède une cuirasse de dédain impénétrable aux traits de cette nature, et ne puis que rejeter à l'égout, d'où elles sont sorties, les ordures dictées par M. Witte à son sous-ordre. Ce dernier, à ce qu'il paraît, est un ancien commis-voyageur resté en panne à Saint-Pétersbourg, je le plains très sincèrement. Être forcé de vendre sa plume, d'écrire le contraire de sa pensée et cela pour un morceau de pain, quel affreux métier ! Je m'abstiendrai cette fois encore

de toucher à la personne de M. Witte, ayant d'ailleurs peu de gout pour le scandale.

Parmi les insinuations calomnieuses dirigées contre moi, il en est pourtant quelques-unes que je reléverai à seule fin de faire voir à quelles armes le ministre des finances, furieux et à bout d'arguments, est forcé de recourir pour la défense de sa cause. Donner à entendre aux lecteurs du *Bulletin russe* qu'une pensée de chantage a inspiré mes attaques, — voilà surtout ce qu'il cherche. Quel chantage et contre qui? M. Witte se garde bien de préciser. Comment et pourquoi l'envoi de mon ouvrage à tous les membres du Comité des ministres, à l'exception de l'inculpé, constituerait-il un acte de chantage[1]? Ou considère-t-il comme tel le fait que ses louches émissaires venus à l'imprimerie pour obtenir, par la corruption, un exemplaire d'un volume qui n'était même pas encore broché, ont été éconduits?

M. Witte parle aussi constamment d' « un révoqué du ministère des finances ». En fait de révoqué je ne connais que M. Wyschnegradski qui l'a été par oukase du 31 août 1892, quelques jours après la remise à Alexandre III de mon mémoire sur sa gestion. *Les méfaits qui ont amené la révocation de son prédécesseur et ceux de M. Witte lui-même étant respectivement dans la proportion exacte de 16 à 50,* — les initiés me comprendront, — j'ai la ferme conviction que nous posséderons sous peu un second ministre révoqué pour concussion et dilapidation des deniers publics.

Quant à moi, si je suis sorti du ministère des finances, je l'ai quitté volontairement, et les véritables causes de ma démission sont tout à mon honneur. Ce qui le prouve c'est qu'en remettant mon mémoire au tsar

1. Voir la préface de la 4e édition de mon livre.

défunt j'y ai joint ma correspondance avec M. Wyschnegradski au sujet du différend qui avait éclaté entre nous. Vu la mort récente de l'ancien ministre, je m'abstiens pour le moment de livrer à la publicité ce mémoire ainsi que les documents qui l'accompagnaient; mais M. Witte le connaît bien puisque Alexandre III le lui avait communiqué.

Le cynisme de cet homme et son mépris de la vérité dépassent d'ailleurs toutes les bornes. Tiré du néant par son prédécesseur auquel il doit d'être devenu ministre, de simple employé de chemin de fer qu'il était, M. Witte a fait preuve de la plus noire ingratitude envers son bienfaiteur. Ainsi, par exemple, consulté par l'empereur à propos de plusieurs accusations graves contenues dans mon mémoire, M. Witte s'est plu à les aggraver encore, au lieu de défendre l'homme dont il convoitait la succession. Et, après cela, il a l'audace de m'accuser, moi, d'ingratitude envers son prédécesseur qui, à l'en croire, m'aurait couvert d'or. Il sait pourtant que cette assertion est absolument fausse, que c'est plutôt M. Wyschnegradski qui est resté mon obligé. Voici en effet, touchant cette question, un extrait du mémoire déjà mentionné plus haut :

Malgré ses promesses et les quittances présentées, M. Wyschnegradski ne m'a pas remboursé les sommes importantes dépensées par moi pour la campagne de presse en France, campagne menée ainsi à mes propres frais et qui m'avait couté environ deux cent mille francs, comme, d'ailleurs, il ne m'a pas rendu un kopek sur les frais des voyages entrepris par ses ordres non plus que sur les frais de télégraphe et autres faits pour le ministère des finances. J'ajouterai en passant que, comme fonctionnaire en mission spéciale du ministère depuis le mois de juin 1887, je ne recevais pas de traitement; tout cela est prouvé par mon rapport au ministre du 29 mars 1888 joint à ce mémoire. (*Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski*, etc. Paris, 1892, Chamerot et Renouard, p. 12.)

M. Witte à court d'inventions exhume de vieilles calomnies comme, par exemple, celle qui m'attribuait la paternité de la *Société de Saint-Pétersbourg* par le comte Wasili, dont je n'ai jamais pu lire plus d'un chapitre tant ce livre contenait d'erreurs, de potins d'ordre privé et de légendes. Depuis 1887, grâce à l'amabilité de Mme Adam, on est fixé dans les hautes sphères pétersbourgeoises sur le principal auteur de cette élucubration[1].

Le ministre des finances se vante aussi d'une lettre pleine « des protestations d'un dévouement sans bornes » que je lui aurais écrite à son entrée en charge. La vérité est que, connaissant sa complète inexpérience des affaires dont la gestion venait de lui être confiée, informé en outre qu'Alexandre III lui avait donné à lire mon mémoire sur l'administration de son prédécesseur, je crus de mon devoir de lui donner quelques explications complémentaires et quelques avertissements de nature à le préserver des erreurs qui avaient perdu M. Wyschnegradski.

Mais en voilà assez sur ces immondes calomnies qui, comme je l'ai dit, occupent la moitié du texte de la réponse de M. Witte. En effet, sur les cent pages que comprend ce travail, plus de soixante-dix sont prises par la réimpression de tableaux, pour la plupart archiconnus, que le ministre a l'habitude de faire miroiter aux yeux du public français chaque fois qu'il médite quelque nouvel attentat contre son épargne, et par d'autres hors-d'œuvre. Le plus grand nombre de ces tableaux n'a aucun rapport même lointain avec les reproches que nous avons adressés à la gestion de M. Witte; nous reviendrons sur les autres.

1. Lorsque je pris en main la direction de la *Nouvelle Revue*, je posai comme première condition que cet ouvrage, alors en pleine vogue, ne serait pas réimprimé.

A la réfutation proprement dite de mes accusations M. Witte consacre à peine une huitaine de pages. Mais là encore il passe sous silence les plus graves, s'accroche à des phrases isolées et dépourvues d'importance, ergote sur des mots pour détourner l'attention du lecteur, lui met sous les yeux force oukases, force citations empruntées à des traités d'économie politique, ou enfin, par une escobarderie enfantine, feint de ne pas comprendre la gravité des faits dont il est accusé.

A part deux insignifiantes rectifications de détail (voir groupe D), je n'ai pas trouvé dans tout le numéro du *Bulletin* une seule réfutation sérieuse, une seule contestation de mes chiffres ou de mes citations.

Pour replacer le débat sur son véritable terrain et ôter ainsi à M. Witte la possibilité de s'échapper par la tangente — procédé fort en usage chez certains inculpés — je vais reprendre une à une toutes les accusations contenues dans mon livre et je leur opposerai les réponses du ministre, là où il répond. Son silence sur la plupart des faits, pour prudent qu'il soit, ne saurait être considéré par le lecteur que comme un aveu de culpabilité. Sur les autres le verdict ne sera pas moins aisé.

GROUPE A. — CHAPITRE PREMIER[1]

M. Witte est accusé :

1° D'avoir, pris par nous « en flagrant délit de vantardise et de contre-vérité dans un document adressé à son souverain » (pp. 15 et suiv.), soustrait entre le 1er et le 8 mars 1893, de la caisse commerciale de la Banque de l'État une somme en or qui

1. Les chapitres sont ceux de notre ouvrage : *M. Witte et les Finances russes.*

équivalait à 100 millions de roubles crédit et formait presque le seul actif de cet établissement; 2° d'avoir pour masquer cette soustraction, faussé le bilan de la Banque par une série de jeux d'écritures frauduleuses, en transportant notamment à l'actif 13 millions de roubles du capital social, en majorant de 26 millions de roubles dans le même actif l'agio de l'or déposé en garantie des roubles crédit, enfin en supprimant du passif 60 millions dus aux caisses d'épargne (pp. 17 et 18).

Preuves : Les bilans officiels de la Banque des 1/13 et 8/20 mars publiés par le *Journal* (officiel) *de Saint-Pétersbourg* et l'officiel *Messager des Finances*.

Constatation accessoire : l'emprunt intérieur 4 1/2 p. 100 fait par M. Witte n'a pas été réellement souscrit, le ministre a été obligé de le classer dans les caisses d'épargne (pp. 18 et 19).

Voici ce que répond M. Witte (p. 113) :

1° Le Trésor n'a pas de caisse (autre que la Banque de Russie) où il garde de l'or. Sauf les lingots et monnaies qui, en attendant leur envoi à la Banque, peuvent se trouver momentanément dans les affineries gouvernementales, les bureaux de douane et l'Hôtel des monnaies, l'intégralité de l'or du Trésor se trouve dans les caves de la Banque, et il n'est jamais arrivé à aucune époque que la Banque ait fait transporter matériellement au Trésor quelque somme métallique que ce soit. Les *transports*, lorsqu'il en est fait, s'effectuent sur les livres de la Banque et sans aucune dépense de fourgons.

2° La Banque de Russie a deux sortes de bilans : *a*) le bilan de la Banque de Russie *et de ses succursales* qui paraît le 1er et le 16 de chaque mois, et *b*) le bilan de la Banque de Russie (siège central) qui, en 1893, était publié une fois par semaine. Le *Bulletin russe* n'étant pas un manuel de comptabilité, on ne se donnera pas la peine d'expliquer à M*** pourquoi ces deux espèces de bilans présentent des divergences. Le bilan du *siège central* ne peut pas faire figurer à son actif l'encaisse des succursales; s'il mentionne

le 8 mars 1893 à son passif un capital de 25 millions r. (11 950 000 r. pour la Banque centrale et 13 050 000 r. pour les succursales), il faudra bien qu'il mentionne à son actif le capital des succursales (13 050 000 r.) ce dernier chiffre ne figurera certainement pas à l'actif du bilan de la Banque et de ses succursales.

Que veut dire tout ce fatras et en quoi cela réfute-t-il notre accusation?

Ou les bilans de la Banque de Russie en expriment la véritable situation, ou ils n'ont pour objet que d'amuser la galerie. Dans ces bilans, tels qu'ils sont publiés officiellement, une distinction est toujours faite, et avec raison, entre la Caisse d'échange, la Caisse commerciale et les dépôts du Trésor.

Le bilan du 1er mars attribuait à la Caisse commerciale une somme de 128 877 398 roubles en espèces or et argent.

Le dépôt du Trésor était de 49 237 450 roubles or au prix nominal.

Le bilan du 8 mars indique soudain que la Caisse commerciale ne possède plus en or et en argent qu'une somme de 27 955 653 roubles; par contre, « le dépôt du Trésor est au chiffre 170 387 073 ». M. Witte cherche à faire croire que le Trésor avait parfaitement le droit d'enlever cet or et de le transférer aux dépôts, parce que tout cela se trouve dans le même immeuble et qu'on n'a pas besoin de fourgon pour le transport. Mais dans ce cas, pour que l'actif de la Banque ne subît pas une perte de 100 millions de roubles, le Trésor aurait dû remettre à la Caisse commerciale, comme contre-partie, une somme égale en roubles papier. Or, nous avons montré par la comparaison des deux bilans que l'encaisse de la Banque en roubles papier a même diminué de 2 millions de roubles (75 millions au lieu de 77 millions). M. Witte se rendait si bien

compte de l'illégalité de son acte, qu'il a cherché à le dissimuler en faisant figurer comme actif, dans ce même bilan hebdomadaire du 8 mars, 13 millions de son capital social, en majorant (fait qu'il passe aujourd'hui sous silence) de 26 millions de roubles l'agio sur l'or déposé à la Caisse d'échange (44 millions le 8 mars au lieu des 18 millions du 1er mars), et en écartant du passif les 60 millions de roubles des caisses d'épargne, autre fait sur lequel, dans sa prétendue réfutation, M. Witte garde un silence prudent. A quoi bon cette falsification des écritures s'il croyait avoir agi légalement?

La meilleure preuve de l'illégalité de la soustraction des finances, nous la trouvons à la page 137 du *Bulletin russe* (n° 3). *Par un oukase rendu le* 3/15 *mars* 1895, *quinze jours après l'apparition de mon livre, l'empereur, sur l'avis du Comité, a ordonné à M. Witte de restituer à la Banque de Russie la somme de* 98 061 276 *roubles or!* (C'est là « la réponse la plus probante » à mon livre, a dit le *Nouveau Temps* du 6/18 mars; cette fois il a par hasard dit la vérité). Par le versement de cette somme à la Caisse d'échange de la Banque, satisfaction a été donnée à un autre de nos griefs concernant aussi le bilan de la Banque d'État. L'oukase du 9/21 décembre 1894, en augmentant « de 266 millions le chiffre des billets de crédit en circulation », tandis qu'il ne renforçait que de 65,4 millions de roubles or le fonds métallique d'échange, avait troublé « la proportion entre la couverture d'or et la somme des billets de crédit en circulation ». (*M. Witte et les Finances russes*, p. 183.)

Ajoutons que M. Witte s'abstient de relever l'assertion contenue dans ce premier chapitre, que l'emprunt 4 1/2 p. 100 de 1893 n'a pas été couvert par le public et a été remis aux caisses d'épargne.

Il est donc en aveu sur toutes les accusations du groupe A.

GROUPE B. — CHAPITRE II

M. Witte est accusé :

1° d'avoir par des manœuvres coupables, sous la menace d'une guerre dans des conditions excessivement défavorables, forcé la Russie à conclure avec l'Allemagne un traité où ses intérêts étaient sacrifiés à ceux de cette puissance, et cela en suite *des engagements personnels* pris par M. Witte le 9 novembre 1892...

2° d'avoir, en rétablissant l'alliance économique des trois empires, contrecarré la politique d'Alexandre III, qui dès 1887 avait hautement manifesté l'intention de rompre le Dreikaiserbund et de se rapprocher de la France.

3° d'avoir en toute occasion témoigné sa haine et son mépris pour la France dont il continuait néanmoins à rafler l'épargne.

4° de se livrer à Berlin à un jeu effréné sur le change du rouble au détriment du Trésor russe, en vue d'empêcher l'exportation du blé russe en Allemagne et de favoriser l'importation des produits allemands en Russie :

Preuves :

1° Les déclarations personnelles de M. Witte dans de nombreuses entrevues avec des rédacteurs de la *Zukunft*, de la *Post*, du *Daily Telegraph*, du *Berliner Börsen-Courier*, et de la *Neue Freie Presse*, entrevues reproduites dans le chapitre II.

2° Les engagements pris par M. Witte envers l'Allemagne (pp. 23 et 217).

3° Les effets désastreux du traité de commerce russo-allemand que nous avons énumérés dans le chapitre II (pp. 45-54) et dans le chapitre III (pp. 78-81). Aux déclarations si catégoriques du sous-secrétaire d'État, M. de Marschall, et du comte Kanitz que « l'exportation du blé russe en Allemagne est devenue impossible » par suite du traité de commerce (p. 54), nous pouvons ajouter une nouvelle : l'Union Centrale des industriels allemands (*Centralverband der deutschen Industrie*) s'est adressée à 127 représentants des diverses branches de l'industrie avec un questionnaire sur les conséquences du traité russo-allemand; l'avis unanime des 127 interrogés a été que le traité avait pleinement répondu aux légitimes espérances de l'industrie et du commerce allemands !

Sur toutes ces accusations si graves, — les plus graves du livre, — M. Witte se tait! Il ne conteste pas une seule de ses entrevues; il passe sous silence ses engagements pris le 9 novembre 1892, voyant que je suis très exactement renseigné et se doutant même que je possède des preuves incontestables à l'appui de mes affirmations.

***Même** silence sur les **effets** désastreux pour la **Russie** du traité de commerce avec l'Allemagne.*

Pourquoi n'essaye-t-il même pas de se justifier? En exécutant quelques pirouettes dans le genre de celles dont son factum est rempli, en réunissant, comme il a l'habitude de le faire, des phrases détachées de chapitres différents et sans lien entre eux, en y ajoutant quelques-unes des injures dont il est si prodigue, M. Witte aurait pu simuler au moins une réponse. Pourquoi donc reste-t-il muet? Une seule raison explique cette attitude : prisonnier de ses engagements envers l'Allemagne, plein de haine contre la France et adversaire déclaré de l'entente franco-russe,

M. Witte n'ose pas désavouer les actes dont nous l'accusons et dont au fond il se glorifie.

Pourtant, à la page 94 du *Bultetin russe,* sous la lettre E, le ministre mentionne une accusation secondaire contenue dans notre chapitre II, et à la page 95 il entreprend de la réfuter.

Citons :

E. Exception faite par le ministre actuel en faveur de la Reichsbank.

Page 40, ligne 2 et suiv. : « On sait que la douane russe exige le paiement en or des droits d'entrée. Les billets de crédit russes, même au cours du jour, ainsi que les billets de banque des autres pays sont rigoureusement refusés. M. Witte a fait exception pour les billets de la Reichsbank, qui sont acceptés comme de l'or ».

E. — *Lettre écrite il y a dix-sept ans.*

Lettre de M. Ziemssen, directeur de la Chancellerie des opérations de crédit à M. le comte de Berchem, conseiller de l'Ambassade impériale d'Allemagne, en date du 17 décembre 1877. N° 16227. Extrait.

« Monsieur le comte,

« J'ai porté à la connaissance de M. le ministre des finances le contenu de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date du 28 novembre 1877 et Son Excellence a consenti à ce que les billets de la Banque de l'empire d'Allemagne, de même que les billets de la Banque de Prusse, dont les coupures sont indiquées dans votre susdite lettre, soient acceptés en paiement des droits d'entrée par les douanes de Werzbolowo, de Graiewo, de Sosnovice et d'Alexandrowo... »

Notre réponse est simple : le passage cité par M. Witte

est suivi, dans notre livre, de lignes qui en sont la justification.

Voici en effet ce que M. Witte lui-même a déclaré au rédacteur du *Berliner Börsen-Courier* dans la fameuse entrevue du 10 septembre à Abbazia : « Je sais bien que l'échange des bank-notes allemandes contre de l'or s'opérera toujours sans encombre, mais quoique cet échange nous cause des frais et des retards, puisque nous devons envoyer les notes à Pétersbourg et de là à Berlin, nous n'avons pas hésité à faire en faveur des billets de banque allemands une exception que nous avons refusée aux billets français. » Un tel aplatissement n'a pourtant pas réussi à toucher le cœur de M. de Caprivi... (page 40.)

Ainsi donc notre affirmation est basée sur les propres paroles de M. Witte ! De deux choses l'une : ou il a dit une contre-vérité le 10 septembre au rédacteur du *Börsen-Courier*, ou il cherche aujourd'hui à donner le change. Qu'il fasse lui-même le choix entre ces deux alternatives.

Si M. Witte évite soigneusement toute justification formelle de son traité de commerce, par contre (pp. 166-169), il semble invoquer en sa faveur le muet témoignage de trois tableaux représentant : 1° les importations en Allemagne ; 2° les marchandises allemandes exportées en Russie ; 3° les importations de céréales en Allemagne. Ces tableaux « ont été composés sur des statistiques officielles allemandes par la Direction du commerce et des manufactures (M. des F. à St-P.) », certifie M. Witte à la page 169.

Voyons donc ce que disent ces tableaux.

Le premier permet de comparer très exactement les importations russes en Allemagne pendant les années 1894, 1893 et 1892, — c'est-à-dire l'année qui a suivi la conclusion du traité de commerce, — avec les deux années précédentes dont l'une fut une *année de di-*

*sette et d'interdiction d'exporter les céréales de **Russie*** et l'autre une année de guerre douanière ! Nous avons déjà signalé (page 43 de notre livre) cette manœuvre des « apologistes de M. Witte » qui citent « avec fracas les chiffres de l'exportation agricole de Russie en Allemagne pendant l'année 1894 et les comparent à ceux des années 1892 et 1893 ».

M. de Marschall était plus sincère : il ne comparait les chiffres de 1894 qu'avec ceux de 1889, 1890 et 1891.

A vrai dire, dans une autre rubrique du même tableau M. Witte donne aussi « *la moyenne* de 1887-1891 » pour les mêmes importations en Allemagne, — ce qui est encore un truc peu loyal puisque durant ce laps de temps, il y a eu des années de bonne et de mauvaise récolte.

Mais, même avec les chiffres ainsi arrangés, le tableau de M. Witte montre clairement combien le traité de commerce a été désastreux pour la Russie. Prenons, par exemple, un des articles d'exportation russe les plus importants, le bois, dont l'exportation n'a pas été interdite en 1892-1893, nous trouvons :

	Centaines de kilog.
Pour l'année 1894 : poutres, bois fendu et scié.	11 691
Pour l'année 1893	15 228
Pour l'année 1892	16 091

Pour le froment en 1894 la Russie a fourni 24,3 p. 100 de l'importation générale en Allemagne ; en 1887-1891 elle fournissait 52 p. 100 de cette importation.

Ce tableau, malgré l'habileté de son arrangement, prouve donc de nouveau combien la Russie a perdu par le traité de commerce, même sur ses exportations des produits naturels.

Voyons maintenant le second tableau, celui des exportations allemandes en Russie. Là le résultat est

uniforme : ces exportations se sont accrues dans des proportions considérables.

Citons les articles principaux :

	1894	1893	1892	1891
	(En centaines de kilogrammes.)			
Houblon	6 468	1 058	2 824	3 989
Houille et coke	3 182 000	2 088 000	2 319 000	2 275 000
Fer en barre et en feuille	1 306 000	507 000	321 000	376 000
Machines	234 000	118 000	112 000	120 000
Locomotives	9 700	2 800	1 300	1 500
Pianos à queue	4 058	1 457	1 640	2 564

Le troisième tableau, les importations des céréales (russes) en Allemagne.

	1894	1893	1892	1891	1890	1889
		(En centaines de kilogrammes.)				
Froment	2 805	216	2 572	5 158	3 708	3 012
Seigle	5 339	992	1 233	6 219	7 504	9 201

Est-il possible de confirmer d'une manière plus éclatante tout ce que nous avons dit sur le traité de commerce russo-allemand que ne le fait M. Witte par ces tableaux? Pourquoi alors les a-t-il reproduits dans un article tendant à nous réfuter? C'est à se demander si en agissant de la sorte M. Witte n'a pas tout simplement voulu montrer encore une fois comme il a bien mérité du Vaterland et fournir à MM. de Hohenlohe et de Marschall des armes contre les agrariens prussiens...

Le lecteur ne s'étonnera pas de voir l'importation des céréales russes en Allemagne diminuer malgré le traité de commerce, s'il se rappelle ce que nous avons dit dans le chapitre II et ailleurs au sujet des manœuvres employées par M. Witte pour soutenir très haut à Berlin le cours du rouble, « afin de faciliter l'expor-

tation allemande et annihiler l'importation russe » (p. 48).

Dans sa réponse, M. Witte touche ou semble toucher à cette question ; avec sa manière incohérente d'exposer ou plutôt d'embrouiller la discussion, on n'est jamais sûr de ce qu'il dit.

Nous trouvons à la page 100, dans la même rubrique G. (*Comment il faut dépenser l'argent*), plusieurs phrases extraites de notre livre (pp. 6, 7,48, 171, 172[1], 144 et 81 (?). La page 48 se rapportant au chapitre que nous discutons ici, nous reproduisons la citation :

Page 48, ligne 15 et suiv. *passim* : « M. Witte, a même avoué qu'à certains moments cette nécessité (*sic*) de maintenir artificiellement le change russe lui crée de graves soucis... M. Witte reconnaît que son intervention pour maintenir le cours du rouble exigeait par moments des centaines de millions et devenait incalculable, l'intervention prenant tantôt l'une, tantôt l'autre direction. C'est-à-dire que M. Witte jouait tantôt à la hausse, tantôt à la baisse du rouble ! ».

M. Witte oublie de mentionner que là encore nous avons cité « textuellement » ses propres paroles ; il se garde bien aussi d'en contester l'authenticité. Mais, parmi les pitreries, les injures et les mensonges qui émaillent chaque page de son travail, nous trouvons (p. 101) un passage qui semble viser la question traitée à notre page 48 :

Le premier de ces problèmes, c'était apparemment ce que M*** appelle la régularisation du change (voir ci-contre). De 1888 à 1890 le rouble crédit avait subi des écarts de 30 et même de 65 p. 100 (soixante-cinq pour cent), le papier-monnaie russe était *devenu une matière à jeux de Bourse, au détriment du commerce et de l'industrie.* Après deux ans et demi d'efforts, le but poursuivi a été

1. Ces citations se rapportent au portrait de Calonne fait par M. Gomel !

pleinement atteint : toute spéculation sur le rouble crédit a cessé, les écarts d'un mois à l'autre n'excèdent pas un demi pour cent (1/2 0/0). Sans doute il a fallu pour cela que le ministère ne reculât pas devant l'achat de toutes les quantités de roubles qui lui étaient obligeamment (*sic*) offertes à 218 et la revente à 220 de tout ce qu'on voulait bien lui demander.

Ces lignes sont la confirmation pure et simple de ce que nous disions à la page 48. Mais pourquoi M. Witte, au lieu de se borner à reproduire ses *propres paroles*, laisse-t-il sans réponse la question à lui posée, justement pp. 48-49 et 50, sur l'origine de ces roubles crédit qu'il achète à 218 et revend à 220? Il est également muet sur les motifs qui l'avaient décidé à adopter ce chiffre 218-220 quand, pour atténuer les effets désastreux de son traité de commerce, la plus vulgaire sagesse lui ordonnait au contraire de maintenir le rouble au cours de 200-202, qui se rapprochait ainsi davantage de la valeur du *rouble argent* — contre lequel la Banque de Russie est tenue d'échanger ses billets de crédit. La nécessité de rendre fixe le cours du rouble, nous l'avons établie longtemps avant M. Witte, puisque les mots soulignés dans le passage cité plus haut, il les a textuellement empruntés à notre mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski (p. 16 et suiv.), ce qui prouve, soit dit en passant, qu'il a bien fait d'étudier ce mémoire, comme nous le lui conseillions dans notre lettre. Mais autre chose est assurer la fixité de la *valuta*, autre chose la maintenir précisément à la hauteur de 220, — si favorable à l'industrie et à l'agriculture allemande. Ajoutons que ce cours n'a été choisi par M. Witte qu'au moment de la conclusion du traité de commerce. Auparavant, en 1893, le cours du rouble a varié de 206,5 en janvier à 215 en novembre; les écarts entre les cours

les plus hauts et les plus bas n'étaient nullement d'un demi pour cent, comme le ministre l'affirme à présent, mais de 3-4 marks par cent roubles (Voir le *Bulletin russe de statistique* 1894, pp. 135 et 521).

Pour nous résumer, toutes nos accusations du groupe B restent debout, aucune objection n'y a été faite, et M. Witte n'a réussi qu'à les aggraver par la publication de ses tableaux.

N B. Dans le chapitre II nous avons parlé de deux sénateurs français qui avaient proposé au tsar défunt la construction du chemin de fer Transsibérien. Alexandre III leur fit un très gracieux accueil et voulut qu'ils expliquassent eux-mêmes leurs offres très séduisantes au tsarévitch. M. Witte connaît parfaitement les noms de ces deux sénateurs — MM. Lesueur et Decauville. Mais afin que dans sa réponse ne se glisse pas un mot de vrai, même sur un fait secondaire, — il feint de croire qu'il s'agissait de M. Paul Devès (p. 111).

GROUPE C. — CHAPITRE III

M. Witte est accusé :

1° De déguiser les déficits très réels du budget en recourant à divers jeux d'écritures et surtout en inscrivant comme recettes extraordinaires les sommes qui proviennent des emprunts ; ce faisant, il trompe l'empereur, le peuple russe et les créanciers étrangers de la Russie sur la situation véritable.

2° De ne point chercher à équilibrer le budget par une diminution des dépenses, mais, au contraire, d'augmenter sans cesse ces dernières, arrivées (pour ne parler que des dépenses ordinaires) de 834.672.000 r.

en 1891 à 981.222.000 en 1894 et à 1 120 000 000 en 1895.

3° De combler les déficits inévitables par des emprunts ouverts ou déguisés, par l'emploi de sommes provenant des caisses d'épargne et par des émissions répétées de roubles crédit.

4° De ne tenir aucun compte de la situation économique désastreuse du pays, de l'agriculture qui traverse une crise grave, de l'industrie et du commerce qui souffrent, enfin de l'épuisement général des forces imposables; de dilapider les deniers publics avec une criminelle légèreté, d'accroître dans des proportions effrayantes les dettes de l'État, — et de pousser ainsi la Russie à une catastrophe inévitable.

Preuves à l'appui : 1) des déficits et de l'augmentation de la dette publique : les comptes rendus du contrôle de l'Empire et l'analyse des budgets de M. Witte; 2) de la détresse publique : les divers rapports officiels sur les souffrances de l'agriculture et sur la crise que traversent l'industrie et le commerce russe, surtout par suite du traité de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche.

Rappelons les chiffres principaux :

Le budget de 1891 se clôture par un déficit que le contrôle de l'Empire *avoue* être de 180 977 163 roubles. « La balance générale du budget clos s'établit ainsi à 180 977 383 r., excédent des dépenses sur les recettes ». (Règlement définitif du budget de l'Empire pour l'année 1891 ; rapport présenté au Conseil de l'Empire par S. E. M. le contrôleur de l'empire ; édition française, p. 51 ; les deux dernières lignes).

Pour le budget de 1892 le déficit *avoué* est de 139 millions de roubles. En effet, les dépenses ordinaires et extraordinaires ont atteint la somme de 1 125 455 707 roubles ; les recettes ordinaires et extraordinaires se

sont élevées à 1 174 082 267 roubles; l'excédent des recettes serait donc de 49 626 560 roubles (54 millions environ pour les recettes ordinaires). Mais dans les recettes extraordinaires les sommes empruntées, les reliquats des budgets antérieurs entrent pour environ 187 millions de roubles; — le prétendu excédent de recettes n'est donc en réalité qu'un déficit de 139 millions de roubles environ. (Règlement définitif du budget, etc. Rapport du contrôleur de l'Empire pour l'année 1892, pp. 25, 54 et suivantes).

Pour l'année 1893 le rapport du contrôleur de l'Empire (p. 54) donne les chiffres indiqués dans notre livre (p. 58), un excédent de 147 millions; dans ces recettes les emprunts figurent pour 162 millions — le déficit *avoué* est donc de 15 millions de roubles. Nous avons omis de compter 19 millions de « reliquats d'exercices périmés » indiqués par le Contrôle de l'Empire (p. 54), — ce qui donne en réalité un déficit de 34 millions de roubles.

Le rapport du contrôle pour l'année 1894 n'a pas encore été publié. Pour l'année 1895 M. Witte prévoit un déficit de 69 421 024 roubles qu'il se propose de combler par « l'encaisse disponible du Trésor », c'est-à-dire par le reliquat des emprunts faits en 1893 et 1894. (Rapport du ministre des finances à Sa Majesté l'Empereur, etc. p, 54.)

Malgré ces déficits officiellement avoués par le Contrôle de l'Empire, M. Witte, passant sous silence la source des recettes extraordinaires, parle toujours dans ses rapports officiels des excédents de ses budgets et s'en autorise pour augmenter considérablement les dépenses.

L'abus de ces procédés appliqués déjà avec succès par M. Wyschnegradski, nous l'avons signalé avec chiffres à l'appui dans notre mémoire sur la gestion

de ce ministre. Les autorités s'en sont émues[1], une commission du Conseil de l'Empire s'en est occupée dès 1892 et a abouti à un règlement confirmé par l'oukase du 4/16 juin 1894, qui mettra désormais un terme à ces irrégularités. Ce règlement est bien plus sévère encore pour le calcul des recettes que nous ne l'étions dans notre mémoire, puisqu'il compte même comme recettes ordinaires les annuités provenant des contributions de guerre (*Bulletin russe*, 1884, juillet).

Ajoutons que, contrairement à ce que nous avions fait pour l'examen du budget de M. Wyschnegradski, nous nous sommes, dans notre livre, abstenu de défalquer les rentrées résultant du rachat des terres des paysans et du remboursement des sommes avancées par l'État aux compagnies de chemins de fer; ces *rentrées*, à tort considérées comme *recettes*, déduites — dans le budget de M. Witte, — cela aurait encore augmenté d'une centaine de millions le déficit annuel. Pareille déduction eût été pourtant très légitime. *The Économist* du 3 novembre 1894 a encore relevé cette grave erreur dans les prévisions budgétaires de M. Witte. Ce dernier le sait bien, puisque dans le *Bulletin russe* du même mois il a essayé — vainement d'ailleurs — de combattre la thèse de la revue anglaise.

En somme, nous avons donc été trop bienveillant encore dans les calculs des déficits du budget de M. Witte.

Quant à notre assertion que pendant les trois dernières années la dette publique s'est grossie de trois milliards six cent millions de francs, nous avons également accepté comme valables les chiffres du Contrôle de l'Empire.

Que répond M. Witte à ces arguments incontes-

1. Ceci prouve que mes critiques de la gestion financière de M. Wyschnegradski avaient leur utilité pratique.

tables ? Il ne peut ni s'inscrire en faux contre les chiffres empruntés au Contrôle, ni essayer d'en changer la signification. Il commence par un exposé très incohérent intitulé : « Les secrets financiers » (p. 77), qui s'étend jusqu'à la page 81, mais qui n'a aucun rapport, même lointain, avec la question des déficits. En dehors du désir trop évident d'émerveiller le lecteur, M. Witte cherche à insinuer que je l'ai accusé de ne pas indiquer exactement le chiffre de la dette, et peu à peu il réduit la question à une comparaison entre la situation budgétaire de 1887 et celle de 1895 :

Si l'on applique exactement le même procédé en ce qui concerne le 1er janvier 1895 et qu'on compare les totaux obtenus à huit années d'intervalle, on saura, d'une manière certaine et sans qu'aucun doute puisse se faire jour, si l'État russe est dans une meilleure situation financière aujourd'hui qu'il y a huit ans ou si, au contraire, des déficits de trois cent millions de roubles ont succédé à des déficits de cent millions de roubles. Il est permis de croire que ce procédé d'investigation, qui est à la portée de tout le monde, est le seul capable de faire connaître la vérité au public. Sauf un petit nombre d'intrépides, personne ne lit les lourds in-quarto que publie le Contrôle de l'Empire, et l'on ne peut vraiment exiger de cette institution qu'elle fournisse des données complètes sur les finances publiques.

Cela permet à M. Witte de faire suivre son exposé d'une dizaine de tableaux archiconnus où les engagements du Trésor au 1er janvier 1895 sont comparés à ceux de 1887. M. Witte n'est ministre que depuis 1892, la comparaison à établir était donc celle que nous avons faite, d'après le rapport du Contrôle, dans le chapitre III, entre les engagements du Trésor au 1er janvier 1892 et ceux du 1er janvier 1895. Du moins, les chiffres donnés par M. Witte diffèrent-ils des nôtres ? Nullement : dans le *Bulletin russe* (p. 85) comme dans

notre livre (p. 63) c'est bien pour la dette métallique 1 882 872 438 roubles, auxquels il faut ajouter les 100 millions de roubles du dernier emprunt 3 1/2 p. 100 (p. 64). Quant à la dette en roubles papier, elle est dans le *Bulletin russe* de 2 764 627 539 de roubles (p. 89) et chez nous de 3 875 378 803 de roubles (pp. 60 et 62) ; la différence provient de ce que nous avons, à l'exemple du Contrôle de l'Empire, ajouté la dette ne portant pas d'intérêt qui résulte de l'émission de roubles crédit non couverts par un dépôt d'or.

Disons à cette occasion que la somme de 1 882 872 438 de roubles ne représente même pas tous les engagements or du Trésor : plusieurs emprunts de chemins de fer garantis par l'État n'y sont pas compris. Dans une brochure publiée récemment par le ministère des finances sur la distribution des fonds russes en Russie et à l'étranger, le total de la dette métallique du Trésor est évalué à 2 120 millions de roubles. Nous ignorons si les 100 millions de roubles de l'emprunt 3 1/2 sont compris dans cette somme. Sur ces 2 120 millions de roubles du fonds métalliques, 12 p. 100 se trouvent en Russie...

En résumé, M. Witte ne conteste ni l'élévation de ses déficits, ni l'augmentation considérable de la dette publique qui s'est accrue de plus de 3 milliards de francs pendant sa gestion (1).

Nous avons, il est vrai, ajouté que les emprunts ne suffisent pas pour couvrir les déficits *réels*, beaucoup plus considérables que les déficits *avoués* et que, pour les combler, M. Witte est forcé de recourir à l'émission des roubles crédit et à l'emploi des sommes déposées dans les caisses d'épargne. Ces deux points, sans être directement contestés, semblent être mis en doute par

1. Une faute d'impression, p. 62, ligne 6, me fait dire *roubles* au lieu de *francs*.

M. Witte. Nous reviendrons sur la question des assignats à propos du chapitre VI. Pour les caisses d'épargne, les doutes du ministre ne suffisent pas. Lui qui prodigue tant les tableaux, il aurait dû en ajouter encore un ou deux pour nous renseigner sur l'emploi des fonds déposés dans ces établissements.

Si M. Witte se montre singulièrement avare d'explications au sujet des déficits, par contre, à propos d'un détail traité au chapitre III, il s'étend fort longuement sur la question très grave du drainage de l'or français au profit presque exclusif des Allemands et autres anciens créanciers de la Russie à l'étranger. Nous ne demandons pas mieux que de le suivre sur ce terrain, d'autant plus que dans presque tous les chapitres de notre livre nous revenons avec insistance sur l'abus qui a été fait de l'épargne française.

C'est sous la lettre F. que M. Witte consacre les pages 96-99 à ce reproche.

Nous allons reproduire in-extenso le texte de sa réponse afin que le lecteur fasse plus amplement connaissance avec la littérature ministérielle. M. Witte est tout entier dans son style : écrite en russe médiocre sa prose ne perd rien de sa saveur dans la traduction en français de mauvais lieux faite par G. B. V; au contraire.

F. *Des inconvénients de ne pas écrire soi-même les livres qu'on signe.*[1] *Ce que la Russie a fait des milliards empruntés en France.*

I

Elle les a employés exclusivement ou presque exclusivement à racheter d'anciens emprunts placés en Allemagne, en Hollande et en Angleterre.

1. La pointe m'échappe. M. Witte veut-il donner à entendre que j'ai, moi, signé le livre d'un autre ou que G. B. V. a signé sa réponse? Dans le premier cas c'est une insinuation aussi mensongère que bête; M. Witte aurait autant de peine à désigner un nom que moi à le deviner.

Suivent des passages de mon livre (pages XI, XXXII, XXXV et suiv.) qui prouvent à l'évidence l'exactitude de mon affirmation.

II

Elle les a employés à combler les trous béants du budget.

Cette fois, les passages de mon livre cité par M. Witte ne répondent nullement au titre. Deux citations comme exemple :

Page 80 (de mon livre) :

Les 600 à 700 millions empruntés annuellement par M. Witte pour les besoins généraux sont loin de répondre à la totalité du déficit annuel.

Page 61 :

Il en résulte que, suivant les données officielles, pour l'année 1892, la première année du ministère Witte, 267 millions de roubles, soit environ 700 millions de francs, ont été dépensés pour les besoins budgétaires.

Les autres citations se rapportent également aux constatations de déficit Ne pouvant les contester, M. Witte affecte de les réfuter indirectement par les pitreries que nous allons citer intégralement.

F. *Ce que la Russie a emprunté en France depuis* 1887, et ce qu'elle a fait du produit des émissions.

Une même somme peut SERVIR à divers usage. Si *Mondor*, comme disait Bastiat, a accepté une lettre de change de mille francs et emprunté sur parole mille autres francs, il pourra AVEC MILLE FRANCS faire honneur à sa signature ou à sa parole; il pourra même, manquant à sa parole, donner mille francs à M. Portalis pour que cet écrivain le laisse tranquille. C'est en songeant au CHOIX, à la possibilité de convertir à son gré son argent en terres, châteaux, mai-

sons, bijoux, qu'un avare célèbre voyait tous les biens du monde renfermés dans son coffre-fort.

En revanche, une même somme ne saurait, dans aucun cas, AVOIR SERVI (pour la totalité) à des fins diverses. Si les mille francs de Mondor ont été versés à M. Portalis, il ne l'ont été ni au garçon de la Banque de France ni à l'ami obligeant.

Pour machiavéliques et habiles qu'aient pu être MM. Wischnegradski et Witte, ils n'ont pu avec huit milliards de francs empruntés en France (flattons la manie de M***!) :

a) Racheter au pair huit milliards de francs d'obligations (voir ci-contre);

b) Boucher chaque année pendant huit ans un trou budgétaire béant et d'un volume moyen de 1 milliard (voir ci-contre);

c) Dépenser annuellement des centaines de millions (de quoi? de francs, de roubles, de livres sterling ou de lacs de roupies?) à maintenir le rouble à sa valeur actuelle (voir ci-contre).

Ils ont dû faire un choix : racheter des obligations non échues ou jeter en pâture au budget les wagons de lingots et de napoléons que la France leur expédiait périodiquement.

Les faits se sont passés tout autrement que ne semble le croire M***.

1° En 1886 (comme aujourd'hui d'ailleurs), la dette publique russe *libellée en roubles papier* se trouvait presque exclusivement (pour les 9/10 au moins) placée dans le pays même. Depuis 1886, la quantité de ces titres placés hors de Russie a certainement diminué.

2° En 1886 (comme aujourd'hui) les 7/8 environ de la dette métallique russe — obligations créées ou garanties par l'État — se trouvaient à l'étranger (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas).

L'annuité d'INTÉRÊT de toutes les valeurs métalliques émises ou garanties par l'État russe est d'environ 325 millions de francs. Cette annuité correspond à un capital nominal de huit milliards de francs.

Les 7/8 placés à l'étranger se subdivisent ainsi :

France et Belgique (?)	de 5 à 6 milliards.
Hollande.	de 1 à 1 1/2 mill.
Allemagne et Angleterre.. . . .	le reste.

De ce qui précède et des tableaux que contient le présent numéro du *Bulletin*, on peut tirer les conclusions suivantes :

Les milliards de francs que la France a dépensés depuis 1887 (3 à 3 1/2 environ) en acquisitions de fonds russes ont été INTÉGRALEMENT employés par l'État russe à racheter en Allemagne et en Angleterre d'anciennes obligations et actions émises ou garanties par lui, les rachats ont eu lieu, non pas à des conditions désastreuses pour le Trésor, mais au pair (obligations) et en conformité des statuts ou en vertu d'un accord dûment accepté par les assemblées générales (actions). Le gouvernement russe ne pouvait cependant pas, pour le seul plaisir de justifier par avance les assertions de M***, faire banqueroute ni offrir 33 ou 80 p. 100. Dans le Nord, ces idées lumineuses ne viennent à personne.

Rien n'est plus pénible que de voir un pitre, ayant les larmes aux yeux et la mort dans l'âme, battre l'estrade et grimacer le rire pour amuser le public. C'est ce lamentable spectacle qu'offrent ces deux pages. Rappelons que ces niaiseries grossières s'étalent dans un recueil officiel et que le pitre est le ministre d'un grand empire.

Rectifions d'abord quelques assertions inexactes. Contrairement à ce qu'affirme l'alinéa 1, il est exagéré que 9/10 de la dette publique en roubles crédit se trouvaient en 1886 en Russie même, et cette quantité a augmenté depuis. La brochure du ministère des finances sur la distribution des fonds russes dans les caisses publiques, dont nous avons parlé plus haut, n'accuse pour la Russie que la moitié environ, c'est-à-dire 5/10.

Ce ne sont pas 5 à 6 milliards de la dette métallique qui se trouvent en France, mais, d'après des données officielles françaises, 6 1/2 milliards. Mais nous ne chicanons pas M. Witte pour si peu. Sur 8 milliards, un milliard se trouve en Russie, 6 en France, 1 à 1 1/2 en Hollande, « le reste placé en Allemagne et en Angleterre » est donc zéro !

Mais nous n'avons jamais dit autre chose ! D'ailleurs, la conclusion citée de M. Witte est identique à la nôtre, témoin les lignes suivantes de notre Avant-Propos (p. XXXII), qu'il reproduit à la page 96 du *Bulletin russe* et qu'il prétend réfuter par son exposé :

Voilà pourquoi les trois millions et demi empruntés en France (par M. Wyschnegradski) *furent exclusivement employés à racheter aux Allemands nos anciens emprunts... et pas un d'eux* (les emprunts faits en France) *n'a été effectué pour les besoins intérieurs de la Russie.*

A la page 97 du *Bulletin russe*, M. Witte dit dans une note qui se rapporte à l'alinéa c :

Depuis 1887, il n'a jamais été expédié de France en Russie ni une pièce d'or, ni un lingot.

Parbleu ! Dans l'Avant-Propos de notre livre, pages X et XI, nous disons textuellement :

En laissant de côté l'enrichissement des intermédiaires (*sic*) qui prélèvent la moitié sur les bénéfices des syndicats chargés d'exécuter les plans de MM. Witte-Rothstein, l'effet principal de ces opérations est *de faire passer les milliards de l'or français en Allemagne.*

M. Witte cite ces lignes à la page 96 — en suppprimant, et pour cause, « le prélèvement de la moitié sur les bénéfices des syndicats » par ses intermédiaires.

Quel est donc le but de cette prétendue réfutation qui, au fond, confirme rigoureusement toutes nos accusations ? Il est aisé à deviner. Au cours de sa réponse, M. Witte s'est bien gardé de justifier ou même d'expliquer ses sorties haineuses contre la France que nous avons reproduites dans le chapitre II. Le fameux reptilien berlinois Gravenhoff (voir page X de notre

Avant-Propos), qui a collaboré au factum publié dans le *Bulletin russe*, n'aurait pas permis au ministre d'offusquer ses associés berlinois. Aussi M. Witte, accusé par nous de noire ingratitude envers la France, a-t-il fait la malheureuse tentative de nous réfuter sur ce point, afin de démontrer que la Russie ne doit rien à la France.

C'est la même tactique honteuse qu'il avait déjà employée dans son rapport adressé à l'empereur le 1er janvier 1895 : il y exaltait les bienfaits des traités de commerce conclus avec l'Allemagne et l'Angleterre, y célébrait le relèvement du crédit russe — cela sans même prononcer le nom du pays qui, en 1887-1888, a sauvé ce crédit d'une catastrophe irréparable et qui, *seul*, depuis ce temps, le soutient en mettant ses épargnes à la disposition du Trésor à chaque nouvel appel. Et Dieu sait s'ils sont fréquents !

GROUPE D. — CHAPITRE IV

M. Witte est accusé :

1° D'avoir, par la conversion des emprunts d'Orient et des billets de Banque 5 p. 100, porté la dette du Trésor de 1 014 millions de roubles à 1 120 millions, d'avoir transformé une dette amortissable en 28 années en une rente perpétuelle — le tout pour obtenir une économie annuelle dérisoire.

2° D'avoir, sans aucune raison sérieuse, converti les titres d'une société privée en déconfiture (le Crédit Foncier Central) en rentes sur l'État pour la somme de 42 1/2 millions de roubles or.

3° D'avoir également converti en fonds d'État des titres fantaisistes de M. Poliakof (actions de jouissance

du chemin de fer Koursk-Kharkow-Azow), émis dans des conditions douteuses et n'ayant, de droit ni de fait, aucune valeur.

4° D'avoir, par une complaisance coupable pour la maison Lippmann-Rosenthal d'Amsterdam, remis à cette banque pour 50 millions de francs d'obligations Wladikawkaz à un taux de beaucoup inférieur au cours du jour.

5° D'avoir émis en décembre 1894 un emprunt de 100 millions de roubles or sans aucune nécessité pour le Trésor; d'avoir à cette occasion, sans y être autorisé, pris au nom du souverain des engagements envers les Rothschild en faveur des Juifs russes et permis ainsi à des financiers étrangers d'intervenir dans une question de politique intérieure russe ; de s'être livré à l'agiotage et à d'autres opérations onéreuses pour le Trésor (envoi de 100 millions de francs or à Berlin et à Londres, etc.), afin de procurer aux banquiers étrangers des gains illicites sur cet emprunt.

6° D'avoir commis le crime de lèse-majesté en fournissant à un journal étranger (*Neue Freie Presse* du 13 septembre 1894) des renseignements odieux sur la maladie du tsar.

7° D'exécuter enfin toutes ses opérations financières dans le seul but d'enrichir ses intermédiaires attitrés (?) et le syndicat de banquiers allemands dont il est le complice, d'épuiser l'épargne française et de ruiner le Trésor russe.

Preuves : les oukases impériaux ordonnant toutes les opérations sus-désignées, qui ont été publiés par le *Messager du Gouvernement* et le *Messager des Finances*; les articles de la *Neue Freie Presse*, du *Jewish Chronicle*, etc.

La première accusation est la seule que M. Witte

ait reproduite assez exactement. Il espérait la réfuter et nous confondre en triomphant d'une légère omission faite dans le calcul des intérêts pour le nouveau titre créé.

Le fait est qu'en calculant l'intérêt 4 p. 100 nécessaire pour le service des 1 120 millions de rente perpétuelle créés par la conversion, nous avons oublié de tenir compte de l'impôt mobilier 5 p. 100 dont les coupons sont frappés. Il faut déduire cette retenue des 44 800 000 roubles que nécessitera le service de la nouvelle dette, ce qui ramène l'annuité à payer à 42 560 000 roubles.

Nous nous sommes donc trompé de 2 240 000 roubles par an ; comme le service d'intérêt de l'ancienne dette 5 p. 100 pour la somme de 1 014 000 000 roubles était (impôt déduit) de 48 120 000 roubles, l'économie réelle de la conversion est de 5 560 000 roubles par an au lieu des 3 320 000 indiqués par nous. De cette dernière somme nous avons déduit le remboursement de la perte subie par les établissements de bienfaisance ; nous en ignorions le chiffre, M. Witte l'évalue à 212 000 roubles, ce qui réduirait l'économie à 5 348 000 roubles.

Sur l'autre réduction nécessaire par suite de la soulte, du remboursement au comptant, des frais de la conversion, etc., M. Witte ne souffle pas mot. Soyons bon prince, admettons que, grâce à cette opération, le Trésor épargne en tout, par an, 5 millions de roubles : c'est en vue de réaliser cette économie dérisoire pour un budget de 1 200 millions que M. Witte a augmenté la dette publique de 106 millions de roubles ! « Un ministre des finances qui ferait une conversion avec augmentation de la dette mériterait d'être mis en accusation. » — Nous avons cité (p. 85) ces mots d'un économiste anglais pour bien préciser

que nos reproches s'adressent à toutes les conversions[1] faites par MM. Wyschnegradski et Witte, lesquelles, en réalité, ne furent pas de véritables conversions, mais des prolongations d'échéance avec augmentation considérable de la dette publique. En retour d'un soulagement momentané sur les annuités à payer pendant les premières années, ces opérations ont imposé aux générations futures des charges considérablement aggravées. Avantageuses seulement pour les intermédiaires et les syndicats, elles ont été désastreuses pour le Trésor. La conversion des obligations 5 p. 100 de la Banque et des Emprunts d'Orient fut particulièrement malheureuse puisque, au lieu de payer pendant 28 ans[2] des annuités d'intérêt de 48 millions, l'État devra servir à perpétuité la nouvelle rente de 43 millions de roubles !

Dans sa réplique, M. Witte n'a garde de limiter aux intérêts seuls le bénéfice réalisé par sa conversion : pour faire miroiter aux yeux des profanes une économie en apparence considérable, il ajoute l'amortissement au service de l'intérêt. Nous avions prédit (p. 89) cette manœuvre grossière, — cela n'a pas empêché le ministre d'y recourir. Depuis quand la suppression de l'amortissement annuel constitue-t-elle une économie réelle pour le Trésor ? C'est un expédient dont une gêne momentanée peut lui faire temporairement une nécessité, — mais, de la part d'un ministre qui se vante d'être étouffé par les excédents budgétaires, transformer une dette de 1 014 millions amortissable en 28 ans en une rente perpétuelle de

1. Seules font exception la conversion des lettres de gage du Crédit Foncier mutuel (1887) et celle de l'Emprunt 6 p. 100 (1893).

2. Nous avons calculé l'extinction de l'ancienne dette sur 35-40 années ; en réalité — et M. Witte le reconnaît — elle aurait été amortie en 28 ans, ce qui aggrave encore notre accusation.

1120 millions pour profiter des 16 millions de roubles que représente le service annuel de l'amortissement, cela constitue un crime n'admettant aucune circonstance atténuante.

Notre accusation de ce chef subsiste donc tout entière.

Les deux suivantes, celle d'avoir converti à des taux insensés en fonds d'État les titres d'une société privée en déconfiture (le Crédit Foncier Central), et des titres fantaisistes, n'ayant ni valeur réelle ni existence légale (les actions de jouissance de M. Poliakof), M. Witte les passe entièrement sous silence. En quoi il a raison, car il ne pourrait qu'aggraver sa responsabilité en essayant d'expliquer cette dilapidation des deniers publics (il s'agit d'environ 200 millions de francs) au seul profit de tripoteurs privés. Il aime mieux se taire, quitte à s'avouer coupable par ce silence même.

En revanche, il est très prolixe sur la quatrième accusation, celle d'avoir cédé à M. Lippmann-Rosenthal l'émission de 50 millions d'obligations de Wladikawkaz à un taux de beaucoup inférieur à celui auquel étaient cotés des titres similaires au moment de l'émission. On s'explique facilement pourquoi M. Witte s'étend si longuement sur une affaire d'importance secondaire et à laquelle nous n'avions consacré que quelques lignes. En lisant le 26 mai 1894 dans le *Temps*, journal français, l'annonce de l'émission de ces obligations 4 p. 100 au taux de 93 1/4, nous avons pensé qu'il s'agissait d'un taux calculé sur l'usance de la Bourse de Paris ; notre tort a été de ne pas lire l'annonce jusqu'au bout : les mots « usance d'Amsterdam » y étaient indiqués. L'erreur — et c'est la *seule* que M. Witte ait pu trouver dans tout notre réquisitoire contre lui — n'a d'ailleurs pas grande importance ; elle

atténue la faute de M. Witte, mais elle ne l'excuse pas. Pourquoi avoir émis au taux de 87 1/8[1] des obligations 4 p. 100 de Wladikawkaz quand les obligations 3 p. 100 de la même ligne étaient cotées 88-89? Et, à ce propos, pourquoi M. Witte s'abstient-il si soigneusement de nous dire à quel taux il a accordé cet emprunt à M. Rosenthal? C'est pourtant là ce qu'il faudrait savoir pour apprécier l'importance du cadeau fait par le Trésor à un particulier. En émettant les dites obligations 3 p. 100 à la Bourse de Paris, même à 87, M. Witte aurait économisé à l'État un demi pour cent d'annuité. Que le cadeau fait à M. Rosenthal soit de 9-10 points ou de 5-6 points (ces titres sont cotés actuellement au-dessus de 102), la dilapidation des deniers publics, pour porter sur une somme moindre, constitue néanmoins un acte délictueux. Les injures que les reptiliens du *Bulletin russe* nous prodiguent à propos de cette légère erreur retombent par conséquent sur leur patron.

En ce qui touche les *étrangetés* de l'emprunt 3 1/2 p. 100 émis en décembre à Paris, M. Witte n'ébauche pas même un semblant de justification. Il garde le même silence prudent au sujet des assurances concernant la question juive que nous lui reprochons d'avoir transmises au nom de l'empereur Nicolas à la maison Rothschild de Londres pour obtenir son concours à cet emprunt. Sur ce point comme sur le précédent, le ministre passe donc condamnation. Bornons-nous à ajouter que l'événement a pleinement justifié le doute exprimé par nous (p. 97) sur l'authenticité de ces promesses. Aucune ne s'est réalisée, et ces jours derniers

1. Dans leur réponse (p. 91) MM. Witte — Gravenhoff — Barbet de Vaux donnent comme taux d'émission 98, 17. Dans le *Bulletin russe* (n° 4, 1894) le chiffre indiqué est 97 1/8.

M. Witte — quelle punition ! — a dû, sur l'ordre du tsar, édicter contre les Juifs une mesure des plus graves en principe et par ses conséquences possibles, en même temps que des plus vexatoires : nous voulons parler de la disposition législative qui leur interdit d'être actionnaires de certaines sociétés. Pris ainsi en flagrant délit d'imposture, convaincu d'avoir abusé du nom de l'empereur, M. Witte a essayé de se tirer d'affaire par un nouveau mensonge : il a fait télégraphier en Europe par les agences à sa dévotion qu'il ne s'agissait que des Juifs étrangers. Or, l'oukase vise explicitement *les sujets russes non chrétiens de naissance.*

A l'accusation d'avoir commis un acte de lèse-majesté par les renseignements inqualifiables donnés le 13 septembre à la *Neue Freie Presse* sur l'état du tsar défunt (voir p. 99 de notre livre), M. Witte, dans sa réponse officielle, n'oppose pas un mot. Mais ce journal lui-même, dans son numéro du 18 mars, m'a décoché un entrefilet injurieux qui simule un démenti. A première vue, cette note trahit sa parenté d'origine avec l'article du *Bulletin russe :* ici et là c'est le même trait d'esprit sur l'orthographe de mon nom, qu'on tient absolument à écrire Tsion au lieu de Cyon ; ce sont les mêmes faux-fuyants, les mêmes injures et insinuations calomnieuses, le même soin d'éviter toute dénégation catégorique et d'atténuer seulement les déclarations de M. Witte. Déjà ambiguë par elle-même, la note de la *Neue Freie Presse* a été reproduite, dûment travestie, dans quelques journaux russes (le *Nouveau Temps* entre autres), et elle a trouvé place parmi les extraits de la presse soumis au tsar. Notre réponse est très facile : Le lendemain du jour où la feuille viennoise a publié les nouvelles envoyées d'Abbazia sur la santé d'Alexandre III, les journaux allemands les ont reproduites en les attribuant tout naturellement

à M. Witte. Nous citons comme preuve le *Frankfurter Zeitung* du 14 septembre :

Die bereits telegraphisch erwähnten, *wohl durch Herrn von Witte aus Abbazia der N. Fr. Pr.* übermittelten Nachrichten über den Gesundheitszustand des Zaren lauten, etc.

Du reste, aucun doute n'était possible sur l'origine de renseignements si confidentiels. Deux jours auparavant, la *Nouvelle Presse Libre* avait publié un très long entretien avec M. Witte; résidant à Abbazia, le ministre des finances avait cru devoir communiquer au journal le plus russophobe du continent ses vues sur la politique étrangère[1] de la Russie et sur dix autres choses qui ne le regardent en rien. Il était, d'ailleurs, le seul haut personnage russe séjournant alors à Abbazia qui pût avoir des informations détaillées sur la santé de l'empereur et qui fût assez impudent pour les livrer à la publicité. Au surplus, s'il n'était pas l'auteur de ces déplorables indiscrétions, pourquoi ne l'a-t-il pas démenti immédiatement ? L'accusation était assez grave et en valait certainement la peine.

Sans risquer un démenti direct, M. Witte, le 18 mars, insinue aussi que nous avons mal rendu cette interview, qui était loin d'être alarmante :

Das Telegramm, welches über den damaligen Stand wahrheitsgetreu, berichtete wurde mit den Worten *eingeleitet*, es

1. Cette interview était d'un goût détestable : des injures à l'adresse de la Bulgarie et de la Serbie, des plaisanteries de mauvais aloi sur les tendances de la politique hongroise, sur les mesures financières de M. Weckerlé, etc., voilà ce que M. Witte jugeait à propos de confier au reporter de la *Neue Freie Presse*, oubliant qu'il était en ce moment l'hôte de l'Autriche et que d'autre part il n'avait ni la compétence ni la situation voulues pour émettre avec autorité des jugements sur la politique extérieure.

wären *sehr günstige* Nachrichten über den Gesundheitszustand des Czaren eingetroffen.

(Le télégramme donnant des renseignements exacts sur l'état du tsar *commençait* par ces paroles, que des *nouvelles très favorables* venaient d'arriver sur la santé du tsar.)

Or, voici les *premières lignes* de cette dépêche :

Depuis quelque temps s'était manifesté chez le tsar un *affaissement physique* (Körperliche Herabstimmung) qui exerçait aussi une action *nuisible sur son état mental* (auf seine Gemüthstimmung schädlich einwirkte). Le tsar, homme très fort et grand, se trouvait immédiatement épuisé par la marche, il restait *silencieux même au milieu de sa famille*, avait perdu sa gaieté habituelle et avait *mauvaise mine*. L'analyse médicale a démontré *l'existence de l'albumine dans l'urine...*

Suivent des détails tout intimes sur la manière de vivre et de travailler du tsar, sur son entourage, etc.

Ce sont là les nouvelles que M. Witte considère comme « *nouvelles très favorables* » (*sehr günstige Nachrichten*) ! Favorables, oui, elles l'étaient, mais seulement pour lui, qui se savait menacé dans sa position, et pour les ennemis de la Russie comme la *Neue Freie Presse*. Aux yeux de tout homme quelque peu versé dans les choses médicales, les informations communiquées par M. Witte équivalaient à la condamnation définitive d'Alexandre III.

Veut-on savoir comment furent accueillies en France ces « nouvelles très favorables » ? Nous lisons dans le *Temps* :

Nous reproduisons sous toutes réserves le télégramme suivant de la *Nouvelle Presse Libre* de Vienne sur la santé d'Alexandre III : on est très inquiet à Pétersbourg sur l'état de santé du tsar qui ne s'est nullement amélioré et qui a bien plutôt empiré, etc...

Aurions-nous rendu infidèlement dans notre livre les paroles de M. Witte? Voici ce que nous disions (p. 99) :

A un moment où tout le monde ignorait encore la gravité de la maladie, M. Witte, tiré du néant par Alexandre III, avait l'impudence de s'étendre dans les colonnes d'un journal étranger sur la *dépression mentale*, l'*affaissement physique* et *moral* de son bienfaiteur, sur l'*albuminurie* qui le minait et les inquiétudes de la famille impériale.

Nous nous sommes servi exactement des mêmes termes que M. Witte dans son télégramme au journal viennois, sauf que, par une discrétion respectueuse, nous avons supprimé les détails de la vie intime du tsar sur lesquels son ministre s'étendait si complaisamment.

Toutes les accusations contenues dans le chapitre IV de notre livre restent donc absolument intactes. Il s'en faut pourtant de beaucoup que nous y ayons épuisé toutes les charges qui pèsent sur M. Witte du fait de son activité financière. Nous avons établi quatre types d'opérations dont chacun représente un spécimen particulier de procédés ruineux pour le Trésor russe. Il faudrait un volume spécial pour analyser en détail tous les gaspillages, tous les tripotages qui constituent le fond même des opérations de MM. Witte-Rothstein. Contentons-nous de citer ici un seul exemple plein d'enseignements sur la façon dont M. Witte et son prédécesseur ont dilapidé la fortune publique au seul profit des intérêts privés qui leur étaient chers.

En 1890-1891 le colonel Bortkewitch publia sur les conversions de M. Wyschnegradski un ouvrage très documenté, où il prouvait d'une manière irrétufable que ces pseudo-conversions étaient excessivement

ruineuses pour le Trésor russe. L'auteur, avec un rare courage et une grande compétence, accentua encore ses critiques dans plusieurs mémoires complémentaires présentés au tsar défunt. Naturellement ces écrits sensationnels causèrent une vive émotion à Pétersbourg dans le monde officiel. M. Wyschnegradski, se voyant dans l'impossibilité de réfuter des faits indiscutables, obtint du comité des ministres l'interdiction et la destruction des ouvrages du colonel Bortkewitch. Si l'impression produite par ces travaux sur l'esprit d'Alexandre III n'avait pas été aussi forte qu'elle aurait dû l'être, c'est surtout parce que des centaines de pages hérissées de chiffres suivies de tableaux, quelque péremptoires qu'elles soient, ne sont guère accessibles qu'aux professionnels de la finance.

Parmi les reproches adressés par M. Bortkewitch au prédécesseur de M. Witte, il en est un que j'ai reproduit dans le *Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski, etc.* (p. 39) ; il est particulièrement accablant.

« Dans ses travaux sur les conversions, le colonel Bortkewitch a très justement reproché à notre ministère des finances d'avoir accepté pour ces opérations la parité de 6 roubles 36 kopeks or pour une livre sterling, quand, au moment de ces conversions, la parité réelle était de 6 roubles 28 1/2 kopeks. M. Wyschnegradski a été trompé sur cette parité par M. Rothstein, qui lui montrant dans un journal français les cours des livres sterling à Paris, ne lui avait pas expliqué la différence entre Londres *court* et Londres *long ;* pour ce dernier la parité était réellement de 6 roubles 36 kopeks. Mais c'est naturellement le premier seul qui devait être pris pour base des calculs ; et il donnait une parité de 6 r. 28 1/2-29 kop. »

M. Wyschnegradski a-t-il réellement été dupe de la grossière manœuvre de M. Rothstein? Nous en doutons ; l'ancien ministre des finances était un calculateur de premier ordre et, même à supposer qu'au premier moment il se soit laissé tromper par son agent, comment admettre qu'une fois son attention éveillée par le colonel Bortkewitch, il n'ait pas tiré la chose au clair et demandé compte à M. Rothstein de cet abus de confiance? Or, le fait est qu'au contraire il a continué à se servir de lui pour ses opérations ultérieures. L'erreur de 6 à 7 kopeks or par livre sterling constituait sur les deux milliards de francs des consolidés 4 p. 100 dont il s'agissait alors, une perte de 6 millions de roubles or (24 millions de francs) pour le Trésor russe!

M. Witte n'ignore pas, lui non plus, cette escroquerie de 24 millions. D'ailleurs M. Rothstein s'en vante assez haut comme d'un trait de génie *qui lui a valu l'estime particulière de la haute banque*. Le fait, du reste, est archi-connu dans tous les établissements de crédit à Pétersbourg et ailleurs. Pour quelles raisons particulières M. Witte continue-t-il à confier à M. Rothstein la négociation de ses opérations avec les banquiers étrangers? Insister serait faire injure à la sagacité du lecteur...

Dans les nombreux tableaux de sa réponse, M. Witte étale avec orgueil les chiffres des économies que l'État a réalisées par ses conversions et se fait gloire de l'amélioration du taux auquel se capitalisent les emprunts russes depuis 1887. Ce qu'il ne dit pas, c'est que cette amélioration a eu pour principaux facteurs, d'une part l'empressement de l'épargne française à relever et à soutenir le crédit russe, de l'autre l'abaissement général du prix de l'argent sur tous les marchés du monde. De cette dernière circonstance la Russie a beaucoup

moins profité qu'aucun autre pays (sans en excepter la Roumanie, la Turquie, etc.), puisque, comme nous l'avons prouvé ailleurs, les conversions se sont faites au cours moyen de 4,60 p. 100. Quant aux prétendues économies réalisées par ces opérations, elles consistent surtout dans la suppression de l'amortissement et ne sont que temporaires; par contre, en prolongeant de 81 ans les échéances des dettes ou en rendant celles-ci perpétuelles, on a imposé aux générations futures des charges d'autant plus lourdes que, par le fait des conversions, le chiffre des engagements du Trésor s'est accru de plus d'un milliard et demi de francs !

Malgré cela, M. Witte ne sait pas résister au prurit des conversions; il y a quelques jours à peine, sous le spécieux prétexte d'unifier la dette, il a entrepris de convertir les emprunts intérieurs 4 p. 100 en rente perpétuelle 4 p. 100, pour la somme de plus de 500 millions de roubles ! Cette étrange conversion sans réduction du taux de l'intérêt ne peut avoir que deux buts: 1) gagner par an sur la suppression de l'amortissement quelques millions de roubles destinés à combler les déficits du budget, ce qui prouve combien fantaisistes sont les excédents de M. Witte ; 2) la conversion étant facultative et n'offrant par conséquent aucun avantage aux porteurs, il restera au Trésor un fort reliquat de cette nouvelle émission de rentes et l'on pourra s'en servir pour boucher les trous faits par le ministre des finances dans les caisses d'épargne...

GROUPE E. — CHAPITRE V

M. Witte est accusé :

1° D'avoir racheté trop brusquement un trop grand nombre de lignes de chemins de fer, ce qui rend im-

possible une bonne organisation de leurs services et imposera dans quelques années de très lourds sacrifices à l'État.

2° D'avoir, pendant le rachat des lignes de la Grande Société : *a*) provoqué une spéculation effrénée à la Bourse, déterminé au profit de ses amis une hausse considérable des actions de cette Société et imposé ainsi à l'État un sacrifice de 36 roubles par action *au-dessus* de leur valeur réelle ; *b*) d'avoir, à seule fin d'assurer aux actionnaires le bénéfice de cette hausse artificielle, négligé d'exécuter les décisions du comité des ministres et du département de l'Économie, lesquelles avaient été sanctionnées par l'empereur le 15 novembre et tendaient à entourer le rachat des garanties indispensables (p. 106 et suivantes); *c*) d'avoir accordé à ses amis, MM. Rothstein et Rosenthal, plus d'un million de roubles pour l'établissement d'un accord excessivement favorable aux actionnaires et plein de dangers pour l'État; *d*) d'avoir permis aux mêmes amis d'émettre clandestinement à Paris le sixième emprunt or, destiné au rachat, avant même que les conditions de cette opération eussent été sanctionnées par l'empereur et préalablement à la remise des titres.

3° D'avoir, en les aggravant, exécuté les mêmes manœuvres de Bourse lors du rachat des lignes du Sud-Ouest; d'être intervenu officiellement dans les manœuvres des agioteurs afin de doubler les bénéfices que ces spéculations avaient procurés à son entourage ; d'avoir au dernier moment accordé aux actionnaires des avantages considérables, dépassant de beaucoup le prix dû pour le rachat, etc.

Toutes les preuves des accusations contenues dans ce chapitre reposent exclusivement sur des citations, des explications et des exposés de motifs du ministre

lui-même, publiés par ses organes officiels, ainsi que sur des oukases impériaux.

M. Witte passe sous silence le premier point. L'avenir seul fournira les chiffres qui permettront de démontrer mathématiquement le bien fondé de notre accusation. Pour ceux qui savent comment procèdent les fonctionnaires russes dans l'administration des lignes de l'État — et personne ne le sait mieux que M. Witte — il n'est pas douteux que sous peu d'années les nouvelles lignes ne se trouvent dans des conditions d'entretien et de fonctionnement détestables et que les pertes de l'État sur leur exploitation ne se chiffrent alors par des dizaines de millions de roubles. Le ministre des finances est seul à croire qu'on puisse en une année doter d'une bonne administration 15 000 werstes de voies ferrées.

Le moyen de défense opposé par M. Witte aux accusations formulées sous le n° 2 est en apparence assez habilement choisi. Ne pouvant contester ni l'exactitude des faits incriminés ni les citations empruntées à ses propres documents, il cherche à s'échapper par le tangente et à abriter ses coupables agissements derrière l'approbation que le contrat du rachat conclu par lui avec la Grande Société a obtenue du comité des ministres et du département de l'Économie réunis en assemblée. A cette intention il publie (pp. 107 et 109) le compte rendu analytique de la séance où cette convention a été approuvée. Nous n'avons aucun moyen de contrôler l'exactitude de ce compte rendu, ni surtout de nous assurer si la traduction en est fidèle. Force nous est, en conséquence, de l'accepter pour authentique.

Remarquons avant tout que l'assentiment donné par l'assemblée en question au projet de rachat proposé par M. Witte n'a jamais fait aucun doute pour

nous; cela était indispensable et ressort du texte même des oukases publiés à ce sujet. Mais le consentement dont argue le ministre ne prouve nullement l'excellence de son mode de rachat et n'implique en aucune manière l'approbation des manœuvres et des spéculations coupables auxquelles ont donné lieu les préliminaires de cette opération. Malheureusement, — et nous l'avons constaté maintes fois dans notre livre, — le comité des Ministres et le conseil de l'Empire finissent d'ordinaire par acquiescer aux projets de M. Witte, lors même qu'ils les réprouvent hautement et les ont d'abord repoussés avec plus ou moins de persistance. Il en a été ainsi notamment pour les déplorables mesures que nous avons énumérées dans notre avant-propos (p. VIII), pour le traité de commerce russo-allemand, pour la transformation de la Banque de Russie, etc. C'est le consentement forcé...

La même chose est arrivée avec le rachat du réseau de la Grande Société. Le compte rendu publié par M. Witte nous apprend que son premier projet de rachat, présenté le 27 octobre, a rencontré une vive opposition dans l'assemblée; qu'il a été combattu notamment par M. Solsky, président de la section des finances, et finalement repoussé. Le 27 janvier (7 février), M. Witte est revenu à la charge avec un projet contenant des arrangements définitifs avec les actionnaires, représentés par MM. Rosenthal et Rothstein: cette fois, de guerre lasse, l'assemblée s'est inclinée devant le fait accompli.

Citons les paroles mêmes de M. Solsky:

Il résulte des calculs mis sous les yeux de l'Assemblée que, d'une part, l'*État* gagnera à l'exécution de cette convention l'équivalent d'un capital de 28 000 000 de roubles, montant sensiblement supérieur au sacrifice pécuniaire qu'aurait entraîné, d'après les évaluations primitives du

président de la Section des finances au Conseil de l'Empire, la reprise du réseau de la Grande Société telle qu'elle devait s'opérer suivant le premier projet exposé à l'assemblée et, d'autre part, que les obligations d'État à délivrer aux actionnaires en échange de leurs titres représentent pour lesdits *actionnaires* une plus-value de 32 roubles par action. Ainsi, dans cette opération, les deux parties contractantes obtenaient chacune des avantages, résultat rarement atteint dans la pratique des affaires.

Nous ne connaissons ni les détails du premier projet de M. Witte, ni les évaluations sur lesquelles est basé dans le second projet le gain de 28 millions de roubles; elles nous paraissent fort sujettes à caution; mais, en admettant même qu'elles soient sérieuses, la seule conclusion à tirer de là, c'est que le premier projet aurait été encore plus désastreux que le second. Quand un acheteur paie un objet 32 roubles de plus qu'il ne vaut, le vendeur fait une excellente opération, mais l'acheteur en fait une très mauvaise. M. Solsky en admettant que dans « la pratique des affaires » le contraire peut arriver quoique rarement, s'est montré délicieusement ironiste. M. Witte qui, connaît trop la « pratique des affaires », a saisi l'intention épigrammatique de la thèse de M. Solsky : aussi s'est-il efforcé d'atténuer l'effet que pouvait produire l'aveu de la plus-value de 32 roubles par titre accordé aux actionnaires. Voici comment il s'explique dans sa réponse à M. Solsky :

Les chiffres qui accompagnent le présent projet établissent bien que l'échange des actions contre les obligations d'État équivaut, pour les actionnaires, à une augmentation d'avoir de 32 roubles par action; mais *cette plus-value ne deviendra pour les intéressés un bénéfice acquis, réalisé, que dans l'hypothèse où ils négocieront à la Bourse les nouveaux titres auxquels ils ont droit.*

Le bon apôtre! Quand il faisait cette observation consolante, il savait parfaitement que depuis plusieurs semaines le groupe Rothstein-Rosenthal vendait clandestinement les « nouveaux titres » ; c'était justement le sixième emprunt or dont nous allons parler bientôt. Ajoutons encore que cet étonnant financier assurait aussi à l'assemblée que si les actionnaires gagnaient en capital, ils perdraient en revenu, et que même en recevant par titre 1 r. 87 kop. en sus du dividende garanti, ils auraient moins que s'ils conservaient leurs actions. Qu'en savait-il? Les membres du syndicat Rothstein-Rosenthal lui avaient donc appris quel placement ils feraient avec l'or français qu'ils recevaient en réalisant leur titres? La valeur d'une action est déterminée tant par la sécurité du capital que par le taux du revenu assuré. Si les actions de la Grande Société, garanties par l'État, valaient 32 roubles de moins que le prix accordé par M. Witte, c'est que leur revenu ne comportait pas un prix plus élevé. Les actionnaires estimaient même la sécurité de leurs actions garanties par l'État et par le réseau des lignes supérieure de beaucoup à celle des titres de l'emprunt 4 0/0, puisque ces derniers, ils s'étaient empressés de les écouler en France.

L'accusation d'avoir toléré ou autorisé à Paris l'émission clandestine des titres du neuvième emprunt or plusieurs mois avant leur création (voir p. 115 de notre livre) est une de celles dont M. Witte s'est le plus ému, évidemment parce qu'elle a touché juste. En effet, nous avons cité des faits d'où il semble résulter qu'on a placé clandestinement en France pour 700 millions de francs de ces titres au lieu des 454 millions destinés à l'échange. Du reste, nous avons donné la chose comme *probable* sans affirmer que cette émission frauduleuse ait pris en réalité des proportions si considérables. Dans la note

du *Journal de Saint-Pétersbourg*, où le Gaudissart en goguette chargé par M. Witte de le défendre a annoncé que nous serions foudroyé dans le prochain numéro du *Bulletin russe*, il a essayé de plaisanter l'émission clandestine du sixième emprunt or, la déclarant impossible. Le mot « clandestin », suivant la définition de Littré, signifie « qui se fait en cachette ». Or le sixième emprunt, comme nous l'avons raconté (p. 115 et suiv.), a été fait en cachette, sans publicité, sans avis aux guichets, sans droit légal, puisque les titres ont été placés dans le public un mois avant la publication de l'arrêté ministériel du 17/29 mai, aux termes duquel l'échange des actions contre les obligations de cet emprunt devait commencer le 17/29 juin. C'était donc bien une émission clandestine, et le fait qu'elle avait lieu dans quelques grandes maisons de Banque ne lui enlève nullement ce caractère. Les cartes transparentes se débitent à Paris sur les grands boulevards, la vente n'en est pas moins clandestine.

Dans le *Bulletin russe* pas un mot n'est dit sur le caractère clandestin de l'opération, silence prudent, car il est difficile de justifier l'assentiment tacite donné par un ministre à l'émission d'un emprunt qui n'avait pas encore d'existence légale. Quoi qu'il en soit, il est évident que M. Witte *a trompé le tsar, le comité des ministres et le département de l'Économie* en leur parlant d'un rachat par un *échange d'actions contre des fonds d'État*, quand en réalité il rachetait ces actions *au comptant*, puisque dès avant l'échange les titres de l'État étaient vendus avec son autorisation.

Par contre, M. Witte s'appesantit sur les difficultés que rencontrerait une émission de titres en quantité dépassant le chiffre légalement autorisé ; c'est-à-dire qu'il répond indirectement au *soupçon* d'avoir émis pour 700 millions de francs d'obligations du sixième emprunt

au lieu de 454 millions de francs. Un démenti formel aurait mieux valu. M. Witte s'imaginerait-il avoir suffisamment réfuté l'accusation par la petite note que nous trouvons au bas de la page 78. Il y cite le *Bulletin russe* de 1894, n° 4, p. 256; mais comme la vérité ne peut jamais sortir de sa bouche, il se reproduit lui-même en se travestissant, — nous verrons plus loin dans quel intérêt. Voici le texte tel qu'il le cite à la page 78 de sa réponse :

** Dans son numéro 4, 1894, page 256, alinéa 4, le *Bulletin* avait cité comme parfait modèle d'insanité une information empruntée par un journal français à la *Frankfurter Zeitung* (achat par le marché de Paris de 700 millions de *roubles* d'actions de la Grande Société — dont il n'a jamais existé que pour trois cent millions de francs). Reproduisant cette information fantastique et y ajoutant de son cru quelques quiproquos, un auteur dont on parlera plus loin accuse le ministre des finances d'avoir émis en trop 700 millions de *francs* d'obligations 4 p. 100 1894.

Or dans le n° 4, à la page indiquée, nous lisons l'extrait d'un grand journal parisien :

Saint-Pétersbourg, le 22 *mai*. Il faut s'attendre au rachat de la Grande Compagnie des chemins de fer et à l'échange des actions contre les obligations en or. On a remarqué des achats énormes, qu'on a évalués à 700 millions de roubles, exécutés dans ces derniers temps pour le compte de Paris.

Pas un mot ni de la *Frankfurter Zeitung*, ni des achats, par le marché de Paris, d'*actions de la Grande Société!*

Le pitre chargé de la défense de M. Witte se cite faussement lui-même, afin de rendre encore plus inepte le télégramme du journal parisien et d'en faire rejaillir le ridicule sur la *Gazette de Francfort*. Il fallait bien essayer de discréditer l'information d'un organe qui a

publié sous la rubrique « Lettre de Pétersbourg » les lignes suivantes, reproduites dans une note de notre volume (p. 115) :

On croit que l'échange des actions de la Grande Société contre des *obligations du sixième emprunt or* sera annoncé dans quelques semaines. *Paris continue à acheter des milliers de titres*. On estime ici que cette place a absorbé depuis le mois de janvier plus de 700 millions de *francs* du futur sixième emprunt or. A la bourse de Saint-Pétersbourg, le mouvement à la hausse est toujours poussé par un cercle de spéculateurs qui a réussi à écarter par son jeu le public sérieux qui cherche des placements sûrs...

Ce renseignement a été donné par un journal dont la partie financière jouit d'une autorité incontestable, et qui, comme toute la presse allemande, soutient très énergiquement notre ministre des finances.

Pour mieux caractériser la valeur de la prétendue justification de M. Witte, disons que M. Gravenhoff, son intime ami (voir notre Avant-Propos, p. x), celui-là même qui a aidé G. B. V. à nous *foudroyer* par la piteuse réponse dont nous nous occupons, passe justement pour être le correspondant financier de la *Gazette de Francfort;* — si nous ne nous trompons, c'est lui qui signait F...

M. Witte a été plus sagement inspiré quand il a passé sous silence nos graves accusations concernant l'agiotage qui avait accompagné le rachat du réseau du Sud-Ouest. Mieux vaut un aveu silencieux que les malheureuses tentatives de réfutation dont nous venons de donner tant d'exemples. Le ministre des finances avait encore une raison particulière pour ne pas réveiller le souvenir du coup de Bourse auquel il s'était associé par sa note publiée dans le *Messager du Gouvernement* à propos de ce rachat (voir pp. 119 et 120 de notre livre). Au mois de février il venait de

renouveler la même manœuvre dans les circonstances suivantes. Pendant plusieurs mois son organe officiel, la *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, avait chauffé à blanc les actions métallurgiques et autres valeurs industrielles de nombreuses sociétés russes. Affolé par les merveilleuses recettes de ces compagnies que l'État, disait-on, accablait de commandes, le public s'était mis à spéculer ferme sur leurs actions. Celles-ci atteignirent bientôt des hauteurs vertigineuses, entraînant à leur suite les titres des autres sociétés, sans même en excepter les plus problématiques. La province, restée jusqu'alors étrangère aux jeux de Bourse, ne put cette fois résister à la fièvre d'agiotage et de spéculation déchaînée par M. Witte sur la Russie. Les petits capitalistes, qu'une série de conversions avait privés d'une partie notable de leurs revenus, s'étaient tout naturellement détournés des fonds d'État : beaucoup parmi eux se laissèrent tenter par les hasards de la Bourse ! et c'est là, soit dit en passant, une des plus funestes conséquences de la fureur de conversion dont M. Witte est possédé.

Quand la hausse eut atteint le point culminant, parut tout à coup dans le *Messager du Gouvernement* une note de M. Witte déclarant que tous les bruits de commandes considérables faites par l'État aux sociétés métallurgiques étaient ou faux ou exagérés ; que les valeurs des sociétés privées étaient poussées à des cours beaucoup trop élevés, et qu'un krach dont le public serait victime était inévitable. Rappelons que les bruits démentis en ce moment par le ministre avaient été répandus pendant des mois par son organe le plus autorisé. Le krach annoncé officiellement se produisit forcément le même jour : — les pertes du public se chiffrèrent par des dizaines de millions.

Pour le coup, le scandale était trop criant. Avis en

fut donné au tsar, et M. Witte dut fournir des explications. Ce qu'elles furent, nous pouvons le conjecturer d'après plusieurs articles officieux publiés dans le *Nouveau Temps*, journal qui soutient généralement le ministre des finances et qui l'a loué de ses efforts pour « dompter la spéculation » et déshabituer le public des jeux de Bourse!!

Les diverses accusations contenues dans le chapitre V de notre livre conservent donc toute leur force. Quand le *Bulletin russe* ne les confirme point par son silence, il les aggrave par ses infructueux essais de réfutation.

GROUPE F. — CHAPITRES VI ET VII

M. Witte est accusé :

1° D'avoir, en réorganisant la Banque de l'État, aboli tout contrôle sur les opérations de cet établissement et supprimé notamment la surveillance du Conseil supérieur des institutions impériales de crédit établi depuis 1817.

2° D'avoir accompli cette réforme en vue surtout d'autoriser une série d'opérations tendant à expérimenter sur une vaste échelle le socialisme d'État dans sa forme la plus dangereuse.

3° D'avoir accordé à la Banque réorganisée le droit illimité d'émettre des roubles crédit, autrement dit des assignats, afin de pouvoir tenter en grand l'application des théories socialistes ; d'avoir abrogé toutes les mesures restrictives par lesquelles ses prédécesseurs avaient limité la faculté de créer du papier-monnaie.

Comme principales pièces à conviction, nous avons

produit de nombreux extraits de l'Exposé qui accompagnait le projet de réorganisation de la Banque présenté par M. Witte au Conseil de l'Empire (voir la note 2 à la page 131 de notre livre). Dans ce document confidentiel, exclusivement destiné aux membres de la haute assemblée, le ministre développe avec le cynisme qu'on lui connaît ses vues socialistes ainsi que les principes du régime des assignats qu'il a introduit dans la nouvelle Banque.

A d'aussi sérieuses accusations M. Witte pouvait répondre de deux manières : 1) contester carrément l'existence de son Exposé confidentiel ou du moins l'exactitude de nos citations ; 2) passer complètement sous silence cet Exposé et se borner à une dénégation pure et simple. Le premier système de défense était dangereux : nous nous serions trouvé dans la nécessité de publier le texte même de l'Exposé, malgré ses 188 pages in-folio, ce qui aurait été assez grave. Nos citations, pour des raisons faciles à comprendre, se limitaient, autant que possible, aux passages strictement indispensables. M. Witte n'avait donc d'autre ressource que de recourir au mensonge ou d'éluder la question à l'aide de ses pitreries habituelles.

Il ne souffle pas mot de ses expériences de socialisme d'État : telle est sa foi dans l'excellence des théories de Karl Marx qu'il dédaigne de nier. Même absence d'explications en ce qui concerne les raisons pour lesquelles il a soustrait les opérations de la Banque à tout contrôle étranger [1]. Sur l'inauguration du régime des assignats, il était impossible de garder le silence. M. Witte fait sienne la maxime d'Avi-

1. « Le contrôle de l'Empire ne possède que le droit de surveiller *les dépenses de la Banque et l'état des Caisses*, mais il n'exerce aucune surveillance directe sur les opérations mêmes » (Nouveaux Statuts de la Banque, *Bulletin russe*, 1894, n° 5, p. 308, note 3.)

nain : « N'avouez jamais ! » Voici, en effet, ce qu'il a l'audace d'écrire (*Bulletin russe*, mars 1895, p. 103) :

La réorganisation de la Banque de Russie est venue en second lieu. Cette banque (V. le premier numéro du *Bulletin*, 1894, page 60, ligne 2) n'a jamais été une banque d'émission, pas plus que la Caisse des Dépôts et Consignations en France. De 1860 à 1891 le montant des dépôts et comptes-courants créditeurs de *particuliers* (sensu largo) y a toujours dépassé celui des escomptes, prêts et avances de toute nature. Aujourd'hui, la situation est encore à peu près la même, mais la Banque ne craint plus de voir diminuer l'écart existant entre les sommes qu'elle tient du public et celles qu'elle lui prête : à côté des comptes *créditeurs* de particuliers, il y a celui du Trésor, qui atteint près de deux cent millions de roubles.

Entre la réorganisation de la Banque et le fonctionnement de la planche aux assignats il n'existe et ne peut exister de connexion d'aucune sorte. Après la mise en vigueur de ses nouveaux Statuts, la Banque *reste* dépourvue de tout droit d'émission. Il en est de même du Ministre des finances, à la seule différence que celui-ci peut autoriser des émissions temporaires *garanties rouble pour rouble par un dépôt d'or au Fonds d'échange*. Toute autre émission doit être sanctionnée par un oukase impérial rendu sur l'avis du Comité des finances. En fait, depuis 1879 (?), il n'a jamais été émis un seul billet non garanti par un dépôt d'or.

Et les nombreuses pages de son Exposé citées par nous (pp. 140 et suivantes) qui démontrent le contraire ? Bornons-nous à en reproduire ici quelques extraits :

Le Ministre des finances est parfaitement d'accord avec les membres de la Commission qui ont jugé que les opérations de la Banque ne pourraient atteindre le développement désiré si elle était réduite à n'opérer qu'avec ses dépôts. Quant aux moyens d'augmenter les ressources de la Banque, le ministre a dû reconnaître que les émissions de billets de banque au porteur et ne donnant aucun intérêt

(bank-notes) étaient plus conformes au caractère des opérations de banque que *les émissions des billets de crédit, qui constituent ordinairement chez nous le moyen de couvrir les dépenses extraordinaires de l'État.* Les billets de crédit, garantis par toute la fortune de l'État (*sic*) et ayant la signification de la « *monnaie* » ne devraient servir *que pour les besoins de l'État. La Banque ne devrait pas posséder le droit de créer du papier-monnaie;* elle ne devrait avoir que le droit d'émettre des engagements toujours échangeables contre de la monnaie. Les banques centrales (*sic*) de l'Occident sont fondées sur ce principe.

Mais il faut reconnaître que là-bas (*sic*), avec la circulation métallique, la chose est bien facilitée, parce que le va-et-vient du métal sert de régulateur pour la circulation monétaire. En outre, on aurait dû accorder aux bank-notes le droit d'être échangées contre des billets de crédit, ce qui, étant données les habitudes du public, ferait manquer le but, savoir l'augmentation des ressources de la Banque... C'est pourquoi le ministre des finances, tout en partageant l'opinion exprimée dans la Commission, que des émissions de bank-notes pour des opérations industrielles et commerciales leur garantissant (*sic*) un travail utile, n'auraient nullement troublé notre circulation de papier-monnaie, reconnaît pour les raisons pratiques énoncées (?) qu'il faut, non pas accorder à la Banque le droit de faire de telles émissions, — mais rester sur le terrain des oukases du 8 juillet 1888 et du 28 juillet 1891 qui autorisent la Banque à faire *des émissions de billets de crédit.....*

« C'est à M. Witte qu'appartient cette innovation (afin de combler les trous du budget à l'aide de la planche à assignats); c'est lui qui, avec son cynisme ingénu, a aboli toutes les garanties et toutes les limites à l'émission des roubles-papier. »

C'est pourquoi il continue :

Cependant, comme les règlements de ces émissions de billets de crédit, confirmés d'une manière particulière (sans l'intervention du Conseil de l'Empire, mais par le Comité financier), *peuvent subir des modifications selon les variations de notre circulation monétaire, il ne faudrait pas*

indiquer dans les statuts de la Banque ce moyen d'augmenter les ressources, qui aurait été basé (?), à l'avenir comme à présent, sur les oukases donnés au ministre des finances.

Avec ce système et l'absence de tout contrôle, M. Witte peut faire une émission de billets de crédit, même pour son usage personnel, — sans que le public en apprenne rien !

Le Conseil de l'Empire a sanctionné les statuts. Y a-t-il beaucoup de membres qui aient, au préalable, étudié l'Exposé de M. Witte ? Il est permis d'en douter. Un des membres du Conseil qui occupe en outre une position *très élevée* et que je n'ai pas l'honneur de connaître, ayant eu vent — j'ignore comment — du mémoire présenté par moi au tsar à Fredensborg sur la gestion financière de M. Witte, a bien voulu m'adresser ce fameux Exposé ainsi que plusieurs autres documents inédits. Or, ce qui m'a frappé tout d'abord c'est le parfait état de conservation dans lequel se trouvait l'exemplaire de l'Exposé ; on aurait dit qu'il venait seulement de quitter l'atelier du brocheur; la plupart des feuillets étaient encore collés; jamais il n'avait été ouvert. Ce membre du Conseil est pourtant un adversaire acharné du socialisme d'État et du régime des assignats. Il aura sans doute été stupéfait d'apprendre par la lecture de mon livre que M. Witte a glissé ces deux hérésies dans sa nouvelle Banque.

Il est vrai qu'il y a, par contre, des membres du Conseil auxquels leur compétence spéciale ne permet pas d'assister les bras croisés au défilé de ces folies ; ils ne se contentent même pas de les combattre dans les assemblées et s'efforcent par tous les moyens de réagir contre les entraînements qui mènent la Russie aux abîmes. Nous n'en citerons qu'un exemple, — ce sera la plus éclatante confirmation des jugements

portés sur le système financier de M. Witte dans les chapitres VI et VII.

M. de Bunge, le Nestor des économistes russes, ancien ministre des finances, actuellement Président du Comité des ministres et membre du Conseil de l'Empire, vient d'écrire une préface pour une traduction faite sous son inspiration, du livre si connu de Horn, *John Law*, « Ein finanzgeschichtlicher Versuch ». Citons quelques passages significatifs de cette préface.

La traduction de l'ouvrage de Horn, *John Law*, voit le jour dans un moment où on parle moins de la vertu merveilleuse du papier-monnaie, naguère encore prônée avec tant d'insistance dans certains organes de notre presse, et où ont cessé de se faire entendre les appels passionnés qu'on adressait au service typographique chargé de l'impression des papiers publics : *Impimez, imprimez un peu plus de billets de crédits pour ranimer l'industrie et enrichir l'État*. Mais il ne s'ensuit pas que le travail de M. Chipof ait perdu son à-propos, encore moins qu'il soit superflu. Il est dans la destinée de certaines erreurs, comme de certaines vérités, d'être immortelles. L'idée de créer la richesse par une émission illimitée de chiffons de papier dépourvus de toute valeur est très séduisante et trouvera toujours des partisans, non seulement parmi les gens qu'intéresse la possibilité de s'enrichir aisément aux dépens d'autrui (et le papier-monnaie fournit pour cela tant d'occasions), *mais encore parmi ceux que tente la perspective soit de pouvoir disposer librement du patrimoine de toute une population sans préjudice visible pour personne, soit de réaliser de grandes entreprises économico-gouvernementales et une prospérité sans précédent...*

Quoique Law ne fût pas socialiste, son projet est tout entier au service du socialisme : il mène et à la nationalisation du sol dans le goût des néo-socialistes Henri Georges, Flörsheim, — et à la mer débordante des assignats pleinement accessibles pour tous et pour chacun par suite de la réduction des intérêts à l'extrême minimum, et, enfin, à la proscription du vil métal odieux au socialisme, lequel est remplacé par de petits papiers qui ne coûtent rien et qui rendent tout le monde heureux.

. . . .

A notre époque où la demande à l'État d'un crédit à bas prix se présente comme quelque chose d'illimité, où la soif de l'argent est si forte et où en même temps le capitalisme dont il est la représentation reçoit tant de malédictions méritées et imméritées, où enfin on exige de l'État non seulement qu'il règle la production, les prix, mais encore qu'il s'occupe des diverses branches de l'industrie et du commerce, — dans un tel temps la traduction de l'ouvrage de Horn et aussi quelques mots à son sujet ne se trouveront peut-être pas inutiles. On peut dire hardiment que le livre traduit par M. Chipof suggérera de sérieuses réflexions et qu'il ne vieillira pas de sitôt.

Dans un langage académique, avec les égards dus à un collègue, mais aussi avec l'autorité d'un homme blanchi au service de l'État, M. de Bunge exprime les mêmes idées et accuse M. Witte des mêmes tendances que nous, quand nous disions : « John Law et Karl Marx inspirent également M. Witte » (p. 153).

Comme réponse à la préface de M. de Bunge, un des économistes attitrés de M. Witte, M. Wessel publie un volume consacré tout entier à la glorification de ce ministre auquel il immole tous ses prédécesseurs, y compris même M. Wyschnegradski, dont la gestion a eu, suivant l'auteur, des conséquences funestes. Seul M. Witte a compris ce qu'il fallait à la Russie : pour le prouver, son panégyriste énumère les quelques centaines de lois et de décrets qu'il a promulguées, les cinquante réformes organiques qu'il a accomplies, les innombrables commissions qu'il institue chaque jour. M. Wessel ne se doute pas que cette énumération est elle-même la plus grave condamnation d'un homme qui s'imagine, comme autrefois de Colonne, que « le gouvernement se fait à brûle-pourpoint, que l'administration s'improvise » et qu'il suffit de noircir plusieurs centaines de mille feuilles de papier pour réorganiser de fond en comble un pays dont l'existence nationale

date de dix siècles, dont le sol occupe un septième du globe terrestre; un pays possédant, avec des traditions et des coutumes profondément enracinées, une routine bureaucratique presque indéracinable.

Et pourquoi M. Witte est-il tellement encensé par M. Wessel? Parce que, avec son régime d'assignats et son système de socialisme d'État, il est en train d'ouvrir une ère de prospérité et de félicité générales !...

Nous n'avons pas à revenir sur les chapitres VIII et IX de notre livre. Dans le premier nous avons constaté les aveux que M. Witte a faits par l'oukase du 9/21 décembre 1894. On se souvient qu'avisé de la prochaine apparition de notre ouvrage, le ministre des finances a enfin essayé de rétablir un peu de vérité dans le bilan de la Banque en détruisant des papiers sans valeur qui figuraient dans l'actif pour la somme de 173 millions de roubles et en réglant tant bien que mal la situation éminemment illégale de la mise en circulation par la Banque de 92.7 millions de roubles crédit qui, conformément aux oukases impériaux, auraient dû être incinérés depuis nombre d'années.

M. Witte, dans sa réponse, ne revient pas sur ces aveux et ne conteste pas la portée que nous avons attribuée à l'oukase du 9 décembre. Nous n'avons donc pas à y insister. Il en est de même pour le chapitre IX qui reproduit notre première campagne contre le ministre des finances en 1892-1893. Dès son entrée en fonction nous avions prévu ce que serait la gestion de ce ministre improvisé, et notre livre a prouvé que nous ne nous trompions pas,

Parmi les faits dont nous accusons M. Witte, plusieurs, ceux notamment consignés dans l'Avant-Propos et dans le premier chapitre, présentent au point du vue politique un caractère particulier de gravité. Le ministre

a trouvé plus prudent de ne pas les relever — et il a eu raison; il nous aurait forcé de porter notre réplique sur un terrain qu'il préfère éviter. M. Witte ne tenait probablement pas non plus à décourager les partisans dévoués qu'il compte dans certains organes avancés: les partis radicaux et socialistes se sont en effet rangés comme un seul homme derrière le ministre dont les agissements menacent la Russie autocratique d'une catastrophe peut-être irrémédiable.

A la page XLIII de notre Avant-Propos nous avons dit :

> Dans tout ce livre on ne trouvera pas une assertion, pas un fait de quelque importance qui ne s'appuie sur des données d'une authenticité incontestable; l'immense majorité de nos documents émane de M. Witte lui-même; le reste a été puisé presque exclusivement dans les rapports non moins officiels que le contrôleur de l'Empire adresse chaque année au Conseil de l'Empire.

Le lecteur a pu voir que pas une seule de nos citations n'a été contestée par M. Witte. Seulement à la page 102 du *Bulletin russe*, sous la rubrique : « H. La foi que méritent les documents officiels, » il reproduit la citation ci-dessus en regard de laquelle il écrit les lignes suivantes :

> Une lecture attentive des pages 100 et 102 fait ressortir les affirmations ci-après:
>
> 1) De 1867 à 1875, M. Reutern a eu tort de construire dix mille kilomètres de chemins de fer dans la *Russie d'Europe*.
>
> 2) En 1888, c'était pour M. Wischnegradski un devoir de sillonner la *Russie d'Asie* de voies ferrées ;
>
> 3) Les documents officiels ne méritent aucune créance, mais quand ils ont été lus par les mauvais yeux de M. *** et dûment falsifiés par lui, ils constituent des pièces à conviction.

4) Les lettres qu'écrit M. **Flourens** (voir ci-contre, en note) sont encore des lettres de **créance**.

Inutile de dire qu'en aucun endroit de notre livre il n'est question ni de M. Reutern ni de ses dix mille kilomètres de chemins de fer dans la Russie d'Europe et que nous avons encore moins reproché à M. Wyschnegradski de n'avoir pas sillonné en 1888 la Russie d'Asie de voies ferrées.

M. Witte avec son système de mensonges, de hâbleries et de vantardise est tout entier dans cette manière de discuter le caractère incontestable de nos documents officiels...

Un mot encore à M. Witte pour terminer.

Le ministre des finances se doute que je possède des pièces extrêmement compromettantes pour lui, concernant ses engagements envers l'Allemagne, certaines participations aux bénéfices des intermédiaires et plusieurs autres de ses exploits. J'y ai d'ailleurs fait allusion à diverses reprises dans mon livre. Prévoyant avec raison que tôt ou tard une commission d'enquête s'imposera pour lui comme elle s'est imposée pour son collègue M. Krivocheine qui, en comparaison des faits mis à sa charge, n'avait commis que des peccadilles, il craint que je vienne déposer contre lui et s'efforce de m'intimider. Page 113, il veut me donner à entendre que j'aurais besoin d'un *sauf-conduit* de lui pour venir en Russie ! C'est comparer un peu audacieusement la Russie au pays des Kourdes. Malgré la dictature occulte que M. Witte exerce depuis deux ans et quoiqu'il soit chef de la garde-frontière russe, Dieu merci, les voyageurs qui se rendent en Russie ne sont pas encore réduits à la nécessité de lui acheter des sauf-conduits. Vienne le moment de l'enquête, je n'hésiterai pas, malgré les menaces de cet homme,

à me présenter devant la commission. D'ailleurs, j'ai pris mes mesures; depuis plus d'un an les documents les plus graves sont déposés en lieu sûr et, j'en avertis à mon tour ce faux chef de Kourdes, si je venais à disparaître ces documents seraient le lendemain rendus publics et en même temps soumis au tsar...

P. S. Avec M. Witte on n'est jamais à bout de surprises. Battu et pas content, il songe à prendre sa revanche par un de ces coups retentissants que nous ne saurions comparer qu'aux exploits des glorieux marins qui, la bataille perdue, réduits à amener leur pavillon, mettent le feu aux poudres et font sauter le navire placé sous leur commandement. Si la main de l'audacieux n'est pas arrêtée à temps, le Trésor russe sautera; — mais, moins héroïque que le commandant du *Vengeur*, M. Witte. quelque loin que l'explosion le rejette, surnagera certainement.

Voici de quoi il s'agit: Depuis plusieurs mois on donne mystérieusement à entendre que M. Witte projette d'exécuter pour le printemps une vaste opération à l'aide de son puissant syndicat, le même qui a émis le dernier emprunt 3 1/2 p. 100. Quelle peut être cette opération ? En quoi consistera le nouvel attentat contre les finances russes et l'épargne française? Quand, le 15 mars, a paru l'oukase impérial restituant à la Banque de l'État les cent millions de roubles or soustraits par M. Witte en mars 1893 (voir plus haut, Groupe A), l'attention a été éveillée par ce fait qu'en même temps deux millions environ de roubles *argent* ont été remplacés dans le fonds d'échange par des lingots d'or. Quelques journaux allemands, confidents habituels des vastes pensées du maître, ont immédiatement insinué que M. Witte se proposait d'établir à bref délai l'échange des billets de crédit contre l'or.

Nous avons haussé les épaules, jugeant M. Witte lui-même incapable d'une pareille folie.

Hélas ! nous nous trompions. D'après des informations dignes de toute confiance qui nous arrivent de Pétersbourg, le téméraire ministre est, en effet, sur le point de commettre cet acte, assimilable dans l'espèce à un crime de haute trahison. L'or que M. Wyschnegradski a accumulé, au prix de si cruels sacrifices, dans les caisses de l'État, avait une double destination : il formait le trésor de guerre indispensable au pays, vu l'incertitude de la situation politique en Europe ; d'autre part, en cas de conflit sur la frontière occidentale, il devait permettre à la Russie de continuer le service des coupons à ses créanciers étrangers quand les ressources provenant des recettes douanières seraient taries [1]. Ce stock de métal précieux constituant à la fois la sécurité de la Russie et la principale garantie de l'épargne française, M. Witte a conçu le projet de le dissiper à bref délai sous prétexte de rétablir la *valuta*.

Ce n'est pas le lieu de soulever la grosse question du choix à faire pour la Russie entre le bimétallisme et l'étalon unique. Pour un pays exportateur de produits agricoles et possesseur de mines d'argent appelées à l'enrichir du jour où la Sibérie sera reliée à l'Europe par voie ferrée, l'hésitation paraît impossible. Et cela d'autant plus qu'aux termes de ses engagements envers les porteurs de roubles crédit, le Trésor russe n'est tenu qu'à les rembourser en argent. Un ministre soucieux des véritables intérêts du pays aurait dû depuis des années profiter de la baisse considérable de l'argent sur tous les marchés du monde pour tenir ces engagements et rétablir le remboursement en ce

1. Voir le *Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski* (§ 6), Paris, 1892, Chamerot et Renouard.

métal, et cela naturellement en entourant l'acquisition de l'argent nécessaire pour l'opération des précautions indispensables afin d'éviter tout agiotage. Or, tandis que chez toutes les nations, y compris l'Angleterre elle-même, l'opinion se prononce avec une force presque irrésistible en faveur du bimétallisme, M. Witte est en train d'adopter l'étalon d'or et d'échanger contre l'or les roubles papier au prix de 67 kopecks par rouble, — si nos renseignements sont exacts ! Et quel moment choisit-il pour cette expérience périlleuse ? Le moment où l'agriculture russe agonise, où l'industrie et le commerce russes traversent une crise terrible ! Nous avons reproduit plus haut des tableaux empruntés à M. Witte lui-même, qui démontrent d'une manière incontestable que, par suite de son désastreux traité de commerce avec l'Allemagne, le bilan des échanges internationaux devient de plus en plus défavorable à la Russie ; ses exportations de céréales décroissent dans une proportion effrayante, tandis qu'elle est inondée de marchandises allemandes.

Déjà le haut cours du change russe, artificiellement maintenu par M. Witte, favorise exclusivement l'agriculture et l'industrie germaniques : le rétablissement de l'échange annulera plus rapidement encore les exportations russes et livrera le pays complètement désarmé à l'invasion des produits allemands et anglais. En moins de deux ans tout l'or accumulé repassera la frontière pour s'engouffrer en Allemagne et en Angleterre.

Nous ne voulons même pas soulever ici la grave question du recensement général des roubles crédit en circulation, qui devrait forcément précéder toute tentative de rétablir leur échange, tentative d'autant plus insensée en ce moment que sur environ huit milliards

de francs de la dette, placés à l'étranger, le Trésor russe est obligé de payer les coupons en or.

Les projets patricides de M. Witte rencontrent parmi quelques conseillers de l'empereur une forte opposition. Il est encore permis d'espérer que le nouvel attentat dont M. Witte menace les finances russes et l'épargne française sera prévenu et que la mèche, destinée à faire sauter le trésor métallique russe, sera encore éteinte à temps.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 32327

